



LE MONDE

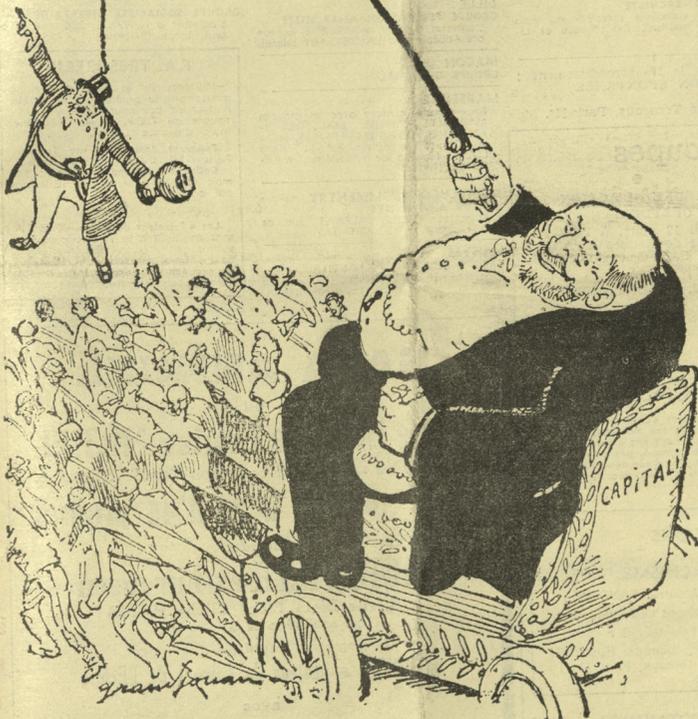
libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 110 • Mars 1965 • I F. • Algérie : 1,15 F.

JE NE VOTERAI PAS

l'illusion parlementaire



Lorsque le lecteur lira ces lignes, le cirque électoral aura dressé ses tréteaux sur les places publiques et l'on demeure confondu de voir, après cent cinquante ans d'expérience « parlementaire », le peuple, non pas se passionner car il ne se passionne plus guère que pour le tiercé et pour les femmes d'amis, mais attacher de l'intérêt et participer à des jeux qui se pratiquent à l'aide de bulletins biseautés, entre des partenaires qui se griment dans le vain espoir de masquer leur visage flétri par leurs innombrables remaniements.

Vous allez voter pour eux. Mais avant d'accomplir ce geste rituel, regardez-les donc et essayez de vous retenir de rire devant le spectacle rare qu'ils vous donnent.

Ils sont divisés en partis ou en clans. Ils viennent de classes différentes, ils n'ont en commun qu'un appétit féroce d'arriver, qu'une volonté farouche de rester, et pour rester, ils sont prêts à tout. Ils seront socialistes là, U.N.R. ailleurs, rarement ailleurs car le plus souvent et pour le besoin de leur cause nous les verrons se livrer aux camouflages les plus honteux, aux accouplements incestueux, aux mariages contre nature.

Les U.N.R. se dissimulent derrière les nécessités administratives pour se présenter à vous avec le visage de l'innocence. Les Indépendants seront Giscardiens en province, Gaullistes à Paris. Les socialistes seront pour le front populaire dans la Seine, contre le front populaire à Marseille. Les radicaux seront partout où il y a un tronçonnage à faire, quant au parti communiste, lui, le parti qui à la brandie, quant au parti communiste, lui, le parti qui à la fois en vingt ans a compté le plus grand nombre d'adhérents et le plus grand nombre d'échecs politiques, il se présente une fois de plus avec la mine papelarde et dans les poches un certain nombre de « pétards marseillais » qui risquent de faire grincer les quenottes des « démocrates » auxquels il tend une main franche et loyale (sic).

Ces gens-là vous ont trompé et ils vous tromperont encore. Vous serez cocus et vous l'aurez largement mérité. La Télévision, la bagnole, les vacances, le tout à crédit, vous consolent et il ne vous restera plus, pour sauver la face, que vos pitiétés habituelles, celles auxquelles vous vous livrez, après, devant le zing ou en famille. Une fois de plus vous prétendrez que vous le saviez, qu'on ne vous « la fait pas à vous », que vous les connaissez, que lorsque vous en aurez marre, on verra ce qu'on verra. Et en vérité le cas échéant on vous verra partir à la guerre, à l'usine, ou à la messe aux pas cadencés pour peu qu'un « gros dur » vous l'envoie dire par ses filles.

Ces élections auxquelles vous ne croyez pas, elles sont l'alibi de votre paresse, de votre refus des responsabilités. Et hop ! On glisse le papier dans la fente et on se lave les mains comme Ponce-Pilate. Si ça marche, on se renferme, on a bien voté. Si ça foire, on gueule, « les salauds ». De toute manière on se pavane avec une conscience tranquille. On vaque à ses petites affaires et on prend un air ahuri lorsqu'on se réveille au stalg ou à la soupe populaire.

Eh bien ! une fois de plus les anarchistes ne voteront pas et dans les pages de ce journal, ils vous diront pourquoi. Mais à toutes ces raisons je veux en ajouter une autre.

Refuser de déléguer à autrui ses pouvoirs c'est revendiquer la responsabilité. C'est proclamer sa volonté de gérer soi-même et directement la vie sociale, économique et communautaire. C'est affirmer la majorité de l'espèce humaine.

Où, avant de glisser votre bulletin dans la fente, regardez-les, regardez-vous, regardez-nous. Entre des coquins, des jobards, des militants le choix de l'honnête homme est simple. Le chemin facile, c'est le chemin des urnes, le chemin difficile c'est celui de la responsabilité. L'un vous place sous le régime de la liberté surveillée, l'autre vous conduit vers la Cité qui a été le but de tous les idéalistes qui ont construit l'histoire à coup de révoltes. Et au bout de ce chemin il y a une denrée rare de nos jours ! C'est la dignité humaine.

DANS CE NUMÉRO, VOUS LIREZ :

Viet-Nam - Vietcong, la paix
du Mont Sion à la Porte de Brandebourg
les élections
la croisée des chemins
l'émigration espagnole

FOP 2520

Librairie PUBLICO

Demandez-nous vos livres, vos disques.

Vous ne les paieriez pas plus cher et vous nous aiderez
3, rue Ternaux, Paris (11^e)

C.C.P. Paris 11289-15
Téléphone . VOLTAIRE 34-08
Les frais de port sont à notre charge
(Pour tout envoi recommandé, ajouter 0.60 F aux prix indiqués.)

- ANGEL P. :**
Essais sur G. Sorel 9
- BAKOUNINE :**
Michel Bakounine et l'Italie (1871-1872) 86
T. I 86
T. II 79
- BERNSTEIN E. :**
Ferdinand Lassalle 7
- BERTH E. :**
Les méfaits des intellectuels 10
Du « Capital » aux « Réflexions sur la violence »
Les derniers aspects du socialisme 6
- BONTEMPS C. A. :**
L'homme et la propriété 5
- BOURDET Y. :**
Communisme et marxisme.
Édit. Michel Brient.
- BOURGEOIS N. :**
Les théories du droit international chez Proudhon. 6
- BRIQUET J. :**
Agricole Perdiguer, compagnon du tour de France 1805-1875 18
- DESSAL M. :**
Un révolutionnaire jacobin, Charles Delescluze. 18
- DOLLEANS E. :**
Le chartisme (1831-1848). 15
- ÉCRITS SUR L'ANARCHIE :**
(Edition Seghers) 4,40
- FAUCIER N. :**
La Presse quotidienne 12
- GAFFIOT M. :**
Les théories d'Anatole France sur l'organisation sociale de son temps 5
- GRANT G. :**
Pour connaître la pensée de Proudhon 3,90
- GUILLEMINAULT et A. MAHE :**
L'épopée de la Révolte 25
- HAUPTMANN :**
Marx et Proudhon 3
- HEM DAY :**
Hommage à G. Eekhoud .. 3
William Godwin, philosophe de la justice et de la liberté 3
- JOYEUX Maurice :**
Le Consulat Polonais (éd. Calmann-Lévy) 6,10
- LES GRANDS EDUCATEURS :**
Marx en Engels, Jaurès, Saint-Simon, Owen, Thierry, Proudhon, Ferrer 1
- MARX K. :**
Le manifeste du parti communiste 2
- MARX K. et PROUDHON :**
Misère de la philosophie et philosophie de la misère. 6,60
- MAZAURIC :**
Babeuf et la conspiration du silence 8
- MORTON A.L. :**
L'utopie anglaise. (P. Maspero édit.)
- PERDIGNER A. :**
Mémoire d'un compagnon. 4,50
- FLANCHÉ :**
La Vie de Louise Michel. 6
- POPREN M. :**
Syndicats et luttes ouvrières au pays d'Anjou.
- AMIS D'ÉLYSÉE RECLUS :**
Les Frères Reclus.
- ROMAIN R. :**
Mahatma Gandhi 6
- RUSSEL F. :**
L'Affaire Socco-Vanzetti. (Robert Laffont, édit.)
- LA FIN DOULOUREUSE DE SEBASTIEN FAURE.** 4
- SERGEANT A. :**
Un anarchiste de la belle époque: Alexandre Jacob 5
- STOINOFF J. :**
Chamfort, sa vie, son œuvre, sa pensée 6,50
- THOMAS E. :**
Les Pétroleuses (Gallimard, édit.)

VIE DE LA FÉDÉRATION

PARIS

GROUPE DES AMIS DU MONDE LIBERTAIRE
S'adresser : 3, rue Ternaux, Paris (11^e)

GROUPE LIBERTAIRE EMILE HENRY
Réunion tous les jeudis, de 21 h. à 23 h. 30.
Pour tous renseignements, s'adresser 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GROUPE D'ÉTUDES ET D'ACTION ANARCHISTE
Écrire : 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GROUPE JULES VALLES
REPRENDRA SOUS FEU SES ACTIVITÉS

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL
Samedi 6 mars à 17 heures précises, réunion de tous les militants, 110, passage Ramey, Paris (18^e).

Ordre du jour :
Préparation de nos conférences et de notre gala.
Discussion sur notre journal.
Le quart d'heure du militant sera assuré par

l'espérantiste BELLANGER
Prenez contact avec les militants du Groupe Louise Michel en téléphonant à Ornano 57-89.

GROUPE DE LIAISONS INTERNATIONALES.
Réunion habituellement les 1^{er}, 3^e et 5^e samedis du mois.
Pour tous renseignements, s'adresser, 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GROUPE JEUNES REVOLUTIONNAIRES ANARCHISTES
Les J.R.A. désirent faire connaître notre Fédération anarchiste, notre journal le M.L. parmi les jeunes.
Réunions chaque samedi, à 14 h 30, 11^e, passage Ramey, Paris (18^e).

GROUPE LIBERTAIRE DURUTTI
Réunion chaque vendredi. Pour tous renseignements, écrire ou prendre contact avec Claude MICHEL, 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

Les militants du Groupe Durutti doivent prendre contact avec les camarades du Lycée Voltaire en vue d'une action commune.

VERSAILLES
GROUPE FRANCISCO FERRER
Pour tous renseignements, écrire à C. FAYOLLE, 24, rue des Condammes, Versailles (S.-et-O.).

GROUPE JEAN GRAVE
Écrire ou G.E.E.A., 3, rue Ternaux, Paris (11^e), qui transmettra.

PROVINCE
ANGERS-TRELAZE
GROUPE ANARCHISTE
Réunion deuxième mercredi du mois au lieu habituel, Bibliothèque et Librairie.

Un nouveau Groupe vient d'être formé dans le 19^e arrondissement :
LE GROUPE LIBERTAIRE D'ACTION SPONTANÉE (G. L. A. S.)
Pour tous renseignements, s'adresser 3, rue Ternaux, Paris-11^e.

GROUPE DE LA TRIBUNE D'ACTION CULTURELLE
Pour tous renseignements, s'adresser 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

RÉGION PARISIENNE

ASNIERES
GROUPE ANARCHISTE
Salle du Centre administratif, place de la Mairie (deuxième et quatrième mercredis).

AULNAY
GROUPE LIBERTAIRE
S'adresser 3, rue Ternaux (Paris (11^e)).

LAGNY
GROUPE D'ÉTUDES ET D'ACTION SOCIALES
Pour tous renseignements, s'adresser 3, rue Ternaux, Paris (11^e), qui transmettra aux responsables.

MAISONS-ALFORT
GROUPE ELISÉE RECLUS
Réunion tous les vendredis, à 20 h., 3, rue Ternaux, PARIS (11^e).

MONTREUIL-SOUS-BOIS ET ENVIRONS
GROUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser à Robert PANNIER, 244, rue de Roumainville, à Montreuil.

VERSAILLES
GROUPE FRANCISCO FERRER
Pour tous renseignements, écrire à C. FAYOLLE, 24, rue des Condammes, Versailles (S.-et-O.).

GROUPE JEAN GRAVE
Écrire ou G.E.E.A., 3, rue Ternaux, Paris (11^e), qui transmettra.

LYON
GROUPE ELISÉE RECLUS
Adresser toute correspondance au secrétaire AVIAS Raoul, 56, rue Pierre-Sémard, Oullins (Rhône).

GROUPE BAKOUNINE
Réunions tous les vendredis à 20 h 30. S'adresser à Alain Thévenet, 12, rue Duhamel, Lyon (2^e).

LILLE
GROUPE FÉDÉRATION ANARCHISTE
S'adresser à Henri WALRAEVE, 8, rue des Aubépines, à LAMBERSART (Nord).

MACON
GROUPE GERMINAL

MARSEILLE
Pour prendre contact avec les groupes MARSEILLE-CENTRE, MARSEILLE-ST-ANTOINE, JEUNES LIBERTAIRES, écrire au Comité de liaison F.A.-I.L. René LOUIS, 13, rue de l'Académie, MARSEILLE (1^{er}).

MONTLUCON-COMMENTRY
GROUPE ANARCHISTE
Animateur, Louis MALFANT, rue de la Pêcherie, à COMMENTRY (Allier).

NANTES
GROUPE FERNAND PELLOUTIER
Secrétaire, Louis SIMIER, 44, rue de Sèvres, à NANTES (Loire-Atlantique).

BORDEAUX
GROUPE ANARCHISTE
« SEBASTIEN FAURE »
Réunion tous les premiers mardis du mois au local du mouvement libertaire bordelais, 7, rue du Muguet, à 20 h 30.
Pour tout ce qui concerne les groupes F.A., J.L. et l'école rationaliste Francisco-Ferrer, s'adresser à : PEYRAUT Yves, 15, rue A.-Blanqui, CENON (Gironde).

CAEN
GROUPE ANARCHISTE
Pour tous renseignements, s'adresser à J.-L. PARMENTIER, 126, rue Coponière, CAEN (Calvados).

GROUPE ANARCHISTE (CALVADOS)
Pour tous renseignements s'adresser à J.-P. Bellard, Ecole à Courson par St-Sever (Calvados).

CARCASSONNE
GROUPE HAN RYNER
Réunion à 20 h 30, 24, rue Rouget-de-Lille, les vendredis 12 et 26 mars, salle au 1^{er} étage. En dehors de ces dates, s'adresser au camarade H. Frey-dure, 21, rue Ferdinand.

STRAZBOURG
GROUPE ANARCHISTE
Pour tous renseignements, s'adresser 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

TOULOUSE
GROUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser J.-C. BRUNO, 41, rue Camille-Desmoullins, TOULOUSE (Haute-Garonne).

GENÈVE
GROUPE ANARCHISTE-COMMUNISTE ROMAND
Renseignements : J. UVIGNIER, 45, bd Saint-Georges, GENÈVE.

LAUSANNE
GROUPE ANARCHISTE
S'adresser 3, rue Ternaux, Paris (11^e), naux, Paris (11^e).

LIEGE
GROUPE SOCIALISTE LIBERTAIRE
S'adresser à NATALIS, 220, rue Vivegnis, Liège (Belgique).

F. A. TRÉSORERIE
— Militants de la F.A., pour notre mouvement la propagande est vitale, n'attendez pas pour régler vos cotisations au C.C.P. de la Trésorerie. Merci d'avance.

Faugerat James, 3, rue Ternaux, Paris (11^e). C.C.P. 7 334-77 Paris.
Cotisation minimum : 1 franc par mois et par adhérent ou 12 francs par an.

Les « Principes de base » de la F.A. sont en dépôt à la Trésorerie et nous sommes en mesure, dès maintenant, de les faire parvenir aux secrétaires de groupes ou adhérents de la F.A. qui nous en feront la demande.

Activité des groupes

GROUPE LIBERTAIRE DE TOULOUSE
Samedi 27 mars 1965 à 21 heures
Salle du Sénéchal, rue de Rémusat, Toulouse
Conférence publique avec
Maurice JOYEUX
Sujet : Albert CAMUS et l'homme révolté.

TRIBUNE D'ACTION CULTURELLE
Vendredi 12 mars, à 20 h 30 au 44, rue de Rennes - PARIS-6^e (Métro : Saint-Germain-des-Prés) avec
CH. A. BONTEMPS
Sujet : ORIGINE ET DEVIATION DE L'IDÉE DE PROPRIÉTÉ

PRÈS DE NOUS

FOYER INDIVIDUALISTE d'Études Sociales
Le dimanche 7 mars, à 14 h 30, au Café Saint-Séverin (salle du sous-sol) 3, pl. St-Michel, à Paris (Métro St-Michel)
Conférence de JEANNE HUMBERT sur le poète libertaire PAUL-NAPOLÉON ROBINARD avec audition de poèmes par Claude VILLON et Pierre GARIN (Tous les mercredis, dans la même salle, à 20 h 30, réunion avec causerie et discussion)

AMIS DE HAN RYNER
Assemblée générale Dimanche 14 mars, à 14 h 45, Salle des « AMIS » 114 bis, rue de Voussier (métro Montparnasse ou St-Placide), sous la présidence de Marcel RENOT, Vice-Président des A.H.R., Causerie de M. Robert MINDER, Professeur au Collège de France : « Paris dans la LITTÉRATURE FRANÇAISE MODERNE ». Une discussion amicale suivra. Invitation cordiale aux sympathisants.

« CONTRE-COURANT » REPARAIT
Après une suspension de dix mois, due à l'état de santé de son animateur, le périodique de la question sociale a repris sa parution depuis le 5 janvier de cette année. Sa parution, tous les vingt jours, a été accueillie avec ferveur, tant

Notre ami Georges Brassens qui devait être à Paris fin mars, est retenu au-delà d'avril par sa tournée à l'étranger.
Le groupe Louise-Michel n'a pu reculer la date de son gala annuel qui, depuis 1946, a lieu chaque année à la période annoncée. Mais nous aurons Georges Brassens un peu plus tard, comme il nous l'a écrit.

par ses confrères de la presse libertaire et pacifiste que par ses anciens lecteurs.
Pour ceux qui n'ont pas été touchés, pour une raison quelconque, par les numéros de reprise, ils le seront sur demande adressée à LOUIS LOUVEY, 24, rue Pierre-Leroux, Paris (7^e).

REFLEXIONS SUR L'ANARCHISME
par Maurice FAYOLLE
avant-propos de M. Prévôtel
Prix : 2,50 F
En vente : Librairie PUBLICO, 3, rue Ternaux, Paris (11^e)

LES GRANDES CONFÉRENCES DE PARIS
Lundi 8 mars, à 21 heures
Salle de la Mairie
à Versailles
Conférence publique avec
Maurice JOYEUX
Sujet : « Albert Camus et l'Homme révolté »

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 3, rue Ternaux, Paris (11^e)

Nom

Prénoms

Adresse

GALA ANNUEL

du
Groupe Libertaire Louise MICHEL
au profit de son Journal et de son Comité d'entraide
Mardi 30 Mars à 20 h 45 précises

Dans la confortable salle du
VAUDEVILLE-ex-Européen
(5, rue Biot) Place Clichy PARIS
(Tout près métro de la Place Clichy)
Un programme magnifique présenté par
LÉO NOEL animateur du Cabaret de l'Écluse

BARBARA

avec
Stéphane ARIEL **Jacques DELORD**
Los Changos **Graème ALLWRIGHT**
Maurice FANON
Brigitte FONTAINE **Danielle Rocca**
et

Les Garçons de la Rue
Allouction de **Maurice LAISANT**
Régie artistique **Suzy Chevet**
Retenez vos places dès maintenant : Librairie PUBLICO, 3, rue Ternaux (VOL. 34-08).
C.N.T.E., 24, rue Sainte-Marthe ; à « L'Européen », 5, rue Biot, près des militants de la F.A. ou à l'entrée.
Ouverture des portes à 20 heures

DU MONT SION A LA PORTE DE BRANDEBOURG

LES problèmes qui touchent actuellement les rapports entre Arabes et Juifs, entre Egyptiens et Israéliens n'intéressent pas le Français moyen qui se trouve bien ennuyé par l'approche des prochaines élections. Seuls certains économistes et les Israélites circoncis s'inquiètent une fois de plus.

A ce sujet, la presse française, à l'image de son gouvernement garde soigneusement sa position de « Grande Nation » en n'intervenant éventuellement que comme médiateur anti-américain ou antisoviétique. En conséquence, France-soir, Paris-Jour et les autres journaux ne troublent pas les cerveaux sur cette question.

Ce nouveau chapitre n'aurait pas une grande importance dans l'histoire mondiale si les acteurs n'étaient pas plus nombreux qu'à l'habitude. Mais cette fois, ce n'est pas une simple opposition entre Juifs et Arabes. Les deux Allemagne, et entre parenthèses l'Union Soviétique et les Etats-Unis, s'affrontent dans les coulisses des pactes économiques. Certes, il n'y a pas un danger de guerre ouverte comme c'est le cas en Asie. C'est une guerre déclenchée chez les économistes et les businessmen de ces pays. Nous avons le type même des conflits existant dans notre société. C'est le résultat occasionné par la politique de recherche des marchés. L'Est et l'Ouest sont en opposition, et ce, sur un même plan. Dans notre société, il faut vendre, acheter, « échanger ».

En 1952, l'Allemagne fédérale signait un accord avec Israël. Les Allemands devaient indemniser les Juifs victimes du nazisme, comme si les morts des camps de concentration pouvaient s'indemniser aussi facilement. Cette réparation devait être faite par des marchandises diverses. D'un autre côté l'Allemagne fédérale avait aussi l'Allemagne socialiste avait d'excellents rapports économiques avec la R.A.U. Tout le monde

vivait en bon rapport en fermant les yeux.

Seulement, à la fin de 1964 une indisposition de couleur apparut que « l'indemnisation » à Israël s'accompagnait aussi de livraisons d'armes. Cette fois tout le monde est consterné et les opposants au gouvernement actuel d'Allemagne s'en donnent à cœur joie. De son côté, Nasser diminue considérablement ses importations en provenance de Bonn mais par contre développe davantage celles d'avec Pankouf.

En Israël, l'opposition emmenée par le Mapam* trouve les arguments faciles pour amener l'opinion publique juive. Cette opposition condamne cette course aux armements qui compromet la paix déjà bien fragile entre les pays arabes et Israël. A la suite de cela, les rapports entre l'Allemagne de l'Ouest et Israël ne deviennent plus du tout chaleureux. L'Allemagne de Bonn se trouve ainsi dans un fiasco économique de grande envergure. Prouvant l'hypocrisie des politiciens gouvernementaux et autres, on voit pour la première fois l'Etat israélien et l'Etat égyptien avoir la même cible. En plus, les Etats-Unis devront trouver un autre pays pour continuer leur livraison d'armes à Israël.

Une fois de plus, on constate que les dirigeants de ces pays, comme ceux de tous les pays, détiennent entre leurs mains l'avenir économique et social des populations. Avec ces manœuvres mercantiles la grande majorité des hommes est perdante au profit d'une poignée de politiciens qui n'hésiteront pas, au moment venu à faire tuer quelques millions d'individus. D'ailleurs, Israël et les deux Allemagne ne devraient pas oublier que ce sont les crises du Capitalisme qui ont amené la montée du nazisme.

Michel MICHOT-LAZARSKI.

* Voir l'article sur Israël, qui est paru dans le n° 106 du mois de novembre.

GIORNALE ANARCHICO INIZIATO DA ERICO MALATESTA NEL 1920

UMANITA' NOVA

Direzione e Amministrazione: Roma Via dei Tamini, 27, ITALIA
Abbonamenti, estero: L. 5 000
Conto corrente postale numero 1/1226, ROMA

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction - Administration
3, rue Ternaux. PARIS-XI
Tél. : VOL. 34-08
C.C.P. Librairie Publico
Paris 11.289-15
ABONNEMENT
A 12 NUMEROS

France 10.00 F.
Etranger 11.50 F.

Simple arithmétique ! 1 + 1 = 2

Si chaque abonné n'apportait seulement qu'un autre abonné dans le courant de l'année

LE NOMBRE DE NOS ABONNES
DOUBLERAIT !

Est-ce possible ?

PROTESTATION

Nous nous faisons un devoir de publier ci-dessous la lettre et la déclaration qui nous parviennent.

D'accord ou non sur l'action de ces camarades, nous ne pouvons que nous associer à leurs conclusions qui sont celles qui portent les plus lourdes responsabilités des crimes commis en Algérie et en France.

Monsieur le Rédacteur en Chef,

« Nous vous adressons le texte d'une protestation collective des Réfractaires à la guerre d'Algérie. Protestation contre l'injustice du gouvernement français qui, en amnistiant récemment des criminels de l'O.A.S., a refusé de nous faire bénéficier de la même mesure.

Contre la volonté gouvernementale de nous ignorer, nous en appelons à l'opinion publique.

A cette fin, nous vous demandons de bien vouloir porter à la connaissance de vos lecteurs notre protestation.

En vous remerciant d'avance, nous vous prions de croire, Monsieur le Rédacteur en Chef, à notre considération distinguée. »

Liste des premiers signataires :

Jacques Féval, Francis Gendre, Claude Zvieger, André Hascoët, Daniel Vinzia, Fernand Abarca, René Leiglon, Paul Artola, Jean-Pierre Krief, Robert Drogat Landré, André Gazut, Claude Juvin, Jacques Pous.

LA NAISSANCE ET LA MORT DES DIEUX

par Sébastien FAURE (1)

Il en est des grands orateurs comme des grands interprètes : ils meurent tout entier, ne laissant après eux qu'un souvenir, une réputation et parfois une légende.

Il en est ainsi, ou plutôt il en était ainsi, car avec le cinéma et l'enregistrement un témoignage demeure de ceux qui furent.

Lorsque notre grand et cher Sébastien Faure disparut, la technique n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui et l'usage en était moins répandu, cependant son disque « aux jeunes » nous laissait une survivance de son exceptionnel talent.

Un second enregistrement, « La Naissance et la Mort des Dieux », thème qu'il a si souvent développé, vient d'être repiqué et édité par les soins « des amis de Sébastien Faure »

DES MALFAITEURS

« France-Soir » du 17 février portait en bandeau : « Coup de filet contre un réseau international de trafiquants d'armes » et, en dessous, en gros titre : « Les généraux U.S. pressent Johnson d'intensifier la guerre ».

Nous avons quelque crainte que ce réseau international de trafiquants d'armes, affilié à celui de tous les états majors du monde, ne soit pas inquiet de sitôt.

DECLARATION COLLECTIVE DES REFRACTAIRES A LA GUERRE D'ALGERIE

Réfractaires à la guerre d'Algérie, encore en exil, ou déjà rentrés en France, mais dont la situation juridique n'est pas réglée, nous avons été stupéfaits par l'amnistie récemment votée en France.

Nous comprenons que certains Français d'Algérie, qui ont été longtemps leurres par le gouvernement de la V^e République et de ce fait entraînés à des actes criminels et désespérés, bénéficient d'une amnistie.

Que nous en soyons, nous, exclus, est incroyable. Certes l'amalgame avec les gens de l'O.A.S. n'a rien pour nous séduire ; mais comment amnistier ceux-ci, sans nous amnistier, voilà un nouveau tour de force gaulliste !

Nous réifions la subtile distinction du pouvoir qui veut que seuls les condamnés pour des actes commis sur le territoire algérien soient amnisties. Le moment venu, le gouvernement n'aurait pas fait approuver par les Français de France qui n'avaient jamais mis les pieds en Algérie, sa politique algérienne ?

Nous n'acceptons pas que des criminels soient amnisties alors que Noël Favrelière, véritable héros d'une cause universelle, dont la désertion dans les circonstances qui l'ont motivée a une valeur exemplaire, reste condamné à mort.

Nous demandons que justice lui soit rendue.

Pour tous les réfractaires, nous réclamons une pleine et entière amnistie.

(*) Dans son livre « Le Désert à l'Aube », il raconte sa désertion pour sauver un prisonnier algérien qui devait en principe être dirigé vers un centre de détention, mais allait, en fait, être précipité hors de l'hélicoptère en cours de transport.

et présenté sur l'autre face par notre camarade Jeanne Humbert.

C'est là un disque que tout militant voudra posséder, qui rappellera aux uns et évoquera aux autres, celui qui fut considéré (par ses adversaires eux-mêmes) comme le plus grand orateur de son temps.

M. L.

(1) En vente à notre librairie.

HENRI SELLIER N'EST PLUS

Au moment de faire paraître ce numéro, nous apprenons la mort de Henri Sellier, militant pacifiste actif et dévoué, poète délicat et homme aimable au sens le plus vrai du mot.

Aux siens et aux compagnons qui viennent de perdre l'un des meilleurs d'entre eux, nous demandons de trouver ici la marque de nos condoléances les plus sincères.

Le directeur de la publication,
Maurice Laisant.

Imprimerie Centrale du Croissant
19 rue du Croissant - Paris (2^e)

VIET-NAM - VIETCONG, LA PAIX

Lorsque paraîtront ces lignes, nous ne savons quelle évolution auront pris les événements d'Extrême-Orient ; à une fois de plus un dénouement imprévu ; recule de l'un ou de l'autre, compromis entre l'Est et l'Ouest aura mis fin au péril qui pèse sur le monde.

Ce qui est certain, c'est que l'on ne joue pas impunément avec le feu et que l'on sait où mène une pareille politique.

Parlons en mieux ; pour ceux qui sont morts dans les deux camps, pour les victimes qui gémissent dans les hôpitaux, la catastrophe d'une guerre a eu lieu.

Il est trop beau pour qui vit aux antipodes, de parler de sauver la politique de « coexistence pacifique ».

Coexistence pacifique ! Quelle ironie quand par le canal des pays étrangers, les U.S.A. et l'U.R.S.S. n'ont pas cessé la guerre.

Coexistence pacifique ! Quelle ironie quand — chacun des blocs reprochant à l'autre son ingérence dans la politique particulière de tel ou tel Etat — la Russie a les mains rouges du sang de la Hongrie, et l'Amérique de celui du Congo.

La vérité c'est que la première ne veut pas voir lui échapper ses Etats satellites qui font matelas entre elle et l'Occident, et que la seconde abandonnerait à grand-peine son influence au Viet-nam qui rayonne sur toute l'Océanie.

Et c'est pour ces ambitions, pour la vanité et la cupidité de ces impérialismes en présence, que des troupes s'affrontent et que des hommes meurent !

Cependant la Paix a trouvé un champion et quel champion : la France !

La France qui, au cours des mille dernières années de l'Histoire a connu le plus de guerres, la France qui n'a cessé d'empoisonner ses voisins de ses propos et de ses gestes belliqueux, la France qui n'a quitté l'Indochine qu'à la suite d'un Dien-Bien-Phu, la France qui n'a évacué l'Algérie que devant la certitude d'une défaite (et après avoir fait régner la civilisation du ratissage et de la chambre des tortures sur le territoire nord-africain), la France qui, n'ayant plus rien à perdre, offre son arbitrage et ses compétences de nation pacifique, éprise de justice et de liberté !

Avant que de se réjouir d'une pareille et aussi tardive conversion de notre pays à la cause de la Paix, regardons-y d'un peu plus près.

L'arrière-pensée de tous les actes et de toute la politique de celui qui gouverne la France, n'a pas d'autre objet, dans le temps présent, que de mettre les U.S.A. en difficulté.

N'étant pas le plus fort, il lui reste la solution de brouiller les cartes, ce dont il ne se prive pas.

C'est ce qui explique sa reconnaissance de « la Chine Populaire » et sa publication de voir aujourd'hui les dirigeants américains engagés dans un guépard, dans lequel ils ne peuvent que perdre la face, soit en capitulant et en reconnaissant leurs torts, soit en persistant à agir militairement sur un sol où ils n'ont rien à faire.

Que demain les U.S.A. soient intéressés à mener une politique de paix, et vous verrez ce que deviendra la nôtre : l'évocation des immortels principes de la dignité nationale, du péril de l'ennemi menaçant (on en découvre toujours un quand il ne se désigne pas lui-même) seront autant de motifs pour déterrer la hache de guerre et prôner les combats.

Rien n'est plus fragile que le pacifisme des gouvernants.

Celui des peuples n'a rien à y voir et rien à y gagner.

Au moment où la folie des grands peut anéantir la planète, jamais la loi de solidarité ne devrait jouer avec plus de force entre les hommes de toutes les races, de toutes les couleurs et de tous les continents.

Ce que la conscience n'a pu réaliser, la nécessité nous l'impose.

C'est à quoi devrait songer l'imbécille de la rue, qui se foute de « la politique », qui estime « que ça fait du bien aux Américains et aux Chinois de dévotiller un peu » et qui ne se rend pas compte, le malheureux ! qu'à l'ère de la bombe atomique, de gré ou de force, son sort se trouve lié au reste de celui de l'humanité.

Qu'un tel péril élève les peuples à un peu de conscience, qu'ils comprennent que ce péril est constitué par les gouvernants de tous les pays et que c'est eux qu'il faut combattre s'ils veulent combattre la guerre, qu'ils s'ouvrent à cette vérité que la raison d'Etat est toujours opposée à la raison tout court et qu'elle ne satisfait que les rêves de démente de quelques mégalo-manes, au détriment de l'homme et de la vie.

Qu'ils s'opposent aujourd'hui à l'ignoble turberie qui ensanglante l'Extrême-Orient, non seulement parce qu'elle risque de dégénérer en un conflit qui serait un suicide universel, mais aussi parce que des hommes meurent pour ces fictions que sont les patries et les drapeaux.

Maurice LAISANT.

La publicité d'asservissement

EN Allemagne Fédérale, les journaux reprochent à la publicité de les abandonner, et en France, voici quelques semaines, mourait « Libération ». Son agonie fut longue et douloureuse. Surtout pour ses premiers lecteurs qui le voyaient chaque jour s'émousser un peu plus pour un peu de fric. Ce fric que la publicité se refusait de lui verser. Cette publicité qui fait vivre la presse. Cette publicité dont l'introduction à la Télé fait brailer les journaux, ces vertueux maquereaux qui n'admettent pas qu'un autre marlou vienne leur souffler leur putain généreuse !

Grande ronde, grande fanfare où toujours la même note revient : Libé, publicité, télé, publicité, Yé-yé, publicité, De Gaulle, publicité... Même le grand guignol du Vatican qui se met au goût du jour en entreprenant des voyages à grand spectacle, son et lumière sur la charité chrétienne...

Oui, toujours la même note. Une note que le consommateur paye 20 % du prix d'achat en frais publicitaires (80 pour certains produits : poudres à laver, produits de beauté...). C'est elle la publicité qui indique le niveau de vie d'un pays. C'est elle qui, du jour au lendemain, nous fabrique une mode, une idole, un nouveau besoin, un idéal (Garap, Yé-yé, De Gaulle, Monsieur X...). C'est elle qui tient la presse (on ne le répètera jamais assez !), la radio ; bientôt la télé. C'est elle qui fait la politique. Le gaullisme, qu'est-ce ? Du vide avec à sa disposition, un monopole : la T.V. Un président, ça se vend comme une poudre à laver, un chanteur, un vin ou un peintre.

C'est elle qui exalte un matérialisme de pacotille. C'est elle qui impose de nouveaux critères pour juger les hommes : Cemus ? Connais pas ! C'est sûrement pas un gars bien, il ne fumait pas de Fontenoy et ne s'habillait pas chez Esders ! C'est elle qui chaque jour, lance un nouvel appel au porte-feuille, qui crée des besoins nouveaux, qui persuade que le bonheur ne peut se concevoir sans le nouveau « gadget ». Oui, c'est elle qui anime la grande course : salaires, nouveaux besoins. Elle qui offre aux jeunes des monceaux de merveilles qu'ils ne peuvent acheter, oui, c'est elle la créatrice de cette distorsion croissante entre les moyens et les faux besoins, créatrice de blousons noirs et de délinquance juvénile. Elle aussi, qui, sans cesse, fait appel aux instincts sexuels de l'homme, le fait bander devant des affiches de machine à laver, lui charge la libido d'images ineples. Oui, les mains baladeuses du métro, c'est elle la responsable ! Elle entretient un fétichisme, déviation sexuelle que tous les psychiatres dénoncent. C'est elle qui, à coup de conseils, d'ordres, de suggestion sape le libre arbitre de l'homme, lui crée des réflexes conditionnés, le ramène au rang de robot tout juste capable de répondre : « Bannania » quand on lui dit « Y a bon ! » C'est elle la plus grande aliénation du siècle, elle dont la mission première (la seule défendable) est d'informer les masses de l'existence des nouveaux produits utiles mis en vente.

Et c'est pour la combattre qu'il nous faut presque souhaiter qu'elle soit introduite à la Télé. Cela aurait plusieurs résultats : les journaux privés de ressources, se verraient contraints à faire de l'antigaullisme (timidement, les larbins, ça manque d'audace !). Et puis, surtout, que les braves couillons de téléspectateurs en bouffent de la publicité, qu'ils s'en goinfrent, qu'ils en crèvent pour qu'enfin ils en comprennent les dangers. Pour que (comme cela se passe actuellement en Angleterre) il y ait un grand courant d'opinion pour lutter contre elle, pour limiter ses pouvoirs. Oui, la publicité est le pire ennemi de la publicité parce que faite par des marchands de soupe qui ne voient que le profit immédiat elle va trop loin, devient trop envahissante et se fait mettre dehors !

Quoi qu'il en soit le danger est grand. Nous devons, nous les hommes libres, combattre ce puissant moyen d'asservissement en associant à notre lutte tous les groupements intéressés : associations familiales, psychiatres, petites entreprises. L'avenir de la libre détermination humaine est en jeu. Jamais un conditionné par elle ne deviendra anar. Faisons qu'aucun anar ne devienne conditionné !

J. MAVEL.

A rebrousse-pail

par P.-V. BERTHIER

10 000 francs l'ours

L'arrive aux lecteurs du Monde libéral de lire aussi d'autres journaux. Aussi n'ignorent-ils pas la publicité que l'Union soviétique déploie à l'intention des touristes amateurs de grandes chasses et désireux d'aller tuer l'ours blanc en Sibérie. Il en coûte un million d'anciens francs, plus les frais de voyage et de séjour. Une paille !

Nous avons pu joindre un de ces amateurs d'émotions fortes à son retour du grand désert blanc. Voici ce qu'il nous a déclaré :

« J'avais depuis longtemps envie de m'offrir du gros gibier. Mes relations me le permettaient, car, contrairement à ce que vous pourriez croire en me voyant revenir du pays des Soviets, je ne suis pas un prolétaire, mais un riche industriel.

» Un de mes bons amis américains m'invitait à chasser le grizzli dans les montagnes Rocheuses ; cela ne me

plaisait qu'à demi ; en effet, je ne tiens pas à me faire traiter de patron impérialiste, ce qui me fût sans faute arrivé si j'étais allé faire le coup de feu chez les Yankees.

» On me conviait, d'autre part, à un safari au Kenya. Le lion, l'éléphant, le rhinocéros, à la bonne heure ! Mais ces pays d'Afrique ont beau être devenus indépendants, un Européen plein aux as qui va y chasser passe aisément pour un néo-colonialiste... J'ai des syndiqués susceptibles dans mes usines... Prudence !

» Alors s'est offerte l'aubaine inespérée : les services du tourisme soviétique me vendaient la peau de l'ours pour un insignifiant petit million léger. Payable, bien entendu, avant de quitter Paris, alors que le plantrage était loin de se douter de sa condamnation à mort.

» Pas de suspicion possible à mon égard désormais, puisque j'ai choisi la patrie des travailleurs pour lui

acheter son ours et lui verser mon fric. J'ai désarmé toute critique prolétarienne. Je suis un patron social.

Un des ouvriers de ce puissant capitaliste nous a, de son côté, fait part de sa satisfaction, dans son langage imagé comme il se doit :

« Notre patron est certes dur à la détente quand il ne s'agit pas de celle de son fusil, et il est plus facile de tuer un ours que d'attendrir un singe, surtout en ce moment : c'est le plan de stabilisation, que voulez-vous ! Mais en versant 10 000 francs nouveaux à la patrie des travailleurs — qui prend l'argent là où il est — n'est-ce pas un peu comme s'il nous les avait répartis ? »

Seul le curé de la paroisse est mécontent. Il estime que ce million lui était dû. C'est que hélas ! il n'a pas d'ours à offrir en échange. Tout au plus quelques punaises. Et il se plaint que le diable soit toujours gagnant.

P.-V. BERTHIER.

DE LA PROSPÉRITÉ RELATIVE...

1° COMPETITION OU COOPERATION

Je crois que « la compétition du niveau de vie » est une mystification des classes dirigeantes de tous les pays quel que soit leur régime. Ces classes dirigeantes détiennent en effet un pouvoir qui est essentiellement fondé sur la possession de la puissance économique et des privilèges que celle-ci confère. Elles ne peuvent conserver ce pouvoir qu'à deux conditions qui sont contradictoires : Promettre à leur « clientèle », les classes laborieuses, une rapide élévation de leur niveau de vie ; Freiner le plus possible cette élévation, car elle annulerait ou amenuiserait les privilèges, garants de la Puissance (telle qu'on la conçoit).

Or, la technique et la science ouvrent désormais des perspectives vertigineuses de bien-être (matériel) pour tous les hommes.

Les classes dirigeantes pourront-elles continuer à se rendre mutuellement le service de persuader leurs peuples respectifs qu'il leur faut absolument assumer de formidables dépenses improductives pour se protéger contre l'impérialisme de voisins malveillants ?

Si oui, la guerre continue d'être inévitable.

Dans la négative, c'est l'entente entre tous les peuples qui devient inévitable. Elle remplacera la compétition (trompeuse) par la coopération qui, seule, peut être efficace.

2° CONTRADICTIONS A SURMONTER

Le ralentissement de l'expansion économique et la persistance du marxisme agricole en URSS (que mentionnent et commentent de nombreux observateurs, notamment R. Aron dans « Le Figaro » du 1^{er} juillet 1964), étaient me semble-t-il, prévisibles.

L'URSS est un pays qui, par la dictature, est devenu puissant et ne peut pas, sans renoncer à la dictature, devenir prospère.

L'équipe dirigeante soviétique, pour conserver le monopole du pouvoir, est obligée de maintenir le niveau de vie du peuple en deça du standing des démocraties occidentales, dont le régime politique est inséparable d'une prospérité relative.

D'où le maintien (pourant devenu superflu) de la priorité à l'industrie lourde, d'où la bureaucratie parasitaire, les dépenses improductives (de propagande, militaires) et les tensions internationales qui les justifient.

La même contradiction se retrouve à un niveau de développement économique plus élevé, dans les démocraties occidentales, dont les classes dirigeantes ne peuvent accroître (en valeur absolue) leurs profits et privilèges, sans distribuer du pouvoir d'achat aux classes laborieuses, ce qui a pour effet de diminuer (en valeur relative) les profits et privilèges des classes dirigeantes.

D'où les alternatives d'expansion et de récession (ou de stabilisation), d'où les dépenses improductives (de prestige, militaires) et les rivalités et tensions internationales qui les justifient.

me tentions pas nos efforts pour que le passage dans les démocraties occidentales de la Prospérité relative à la Prospérité généralisée se fasse sans trop de secousses et surtout sans le recours, par ceux qui lui sont hostiles, à l'extorquer le plus éprouvé : la guerre.

Robert SAPIN.

Anarchisme et non-violence

LES méthodes non violentes paraissent être le moyen d'action le plus conforme aux théories anarchistes ; elles constituent une force qui permet d'éviter les conséquences autoritaires de la violence...

Il est communément admis, et cela tout à fait à tort, que toute proposition de défense non violente est une proposition doctrinaire ou pacifiste. En fait, l'action non violente dans le passé n'a pas été un phénomène doctrinaire ni pacifiste ; elle a été employée parce qu'elle paraissait être le mode d'action le plus pratique dans une situation donnée (par exemple l'invasion non violente de l'usine atomique de Marcoule en 1958, la grève générale en Belgique (1960-1961), la marche pour les droits civiques à Washington et d'autres actions non violentes contre la ségrégation raciale aux Etats-Unis en 1963).

L'adoption des techniques non violentes par des groupes importants d'hommes n'a jamais eu comme résultat, dans l'histoire, des conversions massives à la doctrine totale de la Non-Violence. Ainsi, par exemple, il n'y a aucune preuve que les Noirs qui ont pris part aux campagnes non violentes pour l'intégration aux Etats-Unis aient renoncé à l'emploi de la violence en toutes circonstances. Un grand nombre d'entre eux sans doute est prêt à employer la violence dans les conflits personnels. Cependant, dans la campagne pour l'intégration, ils sont, en général, prêts à accepter la plus rigoureuse discipline non violente.

C'est pourquoi nous estimons que l'action non violente doit être jugée, non pas en

termes d'une doctrine qu'on puisse accepter ou refuser, mais comme une technique dont les capacités dans chaque situation particulière... exigent l'étude la plus rigoureuse et la plus soignée.

Une autre supposition fréquente mais incorrecte, au sujet de l'action non violente, c'est que, d'une manière ou d'une autre, elle ignore la réalité et le sérieux de la violence, et qu'elle peut agir seulement contre les adversaires qui ont eux-mêmes des tendances marquées contre la violence. En fait, cependant que certaines formes d'action non violentes, telles que la grève ou le boycott, ne conduisent pas habituellement à affronter la violence, d'autres formes y conduisent et même les grèves sont souvent, bien sûr, réprimées brutalement de nos jours dans des pays comme l'Espagne ou l'Union Soviétique.

De nombreuses campagnes non violentes se sont, en fait, déroulées dans des conditions de violence et de répression extrêmes et la technique de l'action non violente doit être considérée non comme un moyen d'éviter la violence mais comme une méthode pour faire face à la violence et lui résister. Ceux qui ont pris part à des actions non violentes ont souvent affronté des provocations physiques extraordinaires au cours de leurs campagnes.

La résistance non violente à la violence peut également isoler celui qui emploie la violence, et peut faire paraître son arme à la fois inhumaine et ridicule.

Ainsi la campagne bouddhiste au Sud-Vietnam, en 1963, n'a peut-être pas dis-

suadé le régime Diem d'effectuer une répression brutale, mais a bien réussi à isoler ce régime à la fois sur le plan national et sur le plan international.

Le processus qui paralyse ceux qui emploient la violence ou qui les discrédite est lent, il n'y a jamais aucune garantie que l'emploi des méthodes non violentes sera exempt de risques ou d'effusion de sang.

L'écrivain américain Richard Gregg a, par exemple, estimé qu'il y eut jusqu'à 8 000 Indiens tués ou morts des suites des blessures reçues pendant la lutte non violente pour l'indépendance de l'Inde.

Tout ce qu'on peut dire, c'est que les campagnes non violentes semblent causer moins de victimes que les campagnes violentes. La mort d'un peu moins d'une centaine de civils sans armes, à Sharpeville, en 1960, fut un effet international beaucoup plus grand que beaucoup de massacres, précisément parce que les manifestants étaient non violents et que les circonstances étaient nettes.

En conclusion : la probabilité d'avoir à affronter la violence et les provocations indique que les caractéristiques essentielles du non-violent devront être la résolution et le courage.

L'action non violente est complètement différente de la non-résistance et de l'acceptation passive du mal ; elle implique, en fait, une attitude active, déterminée et sans crainte.

René NAZON,
René BIANCO.

L'ANARCHISME ESPAGNOL

par Gui SÉGUR

VIII — PROPAGANDE PAR LE FAIT (2^e Partie)

L'ATTENTAT DU THEATRE DE « LICEO » A BARCELONE

La nuit du 7 novembre 1893, comme chaque soir, l'aristocratie théâtre du « Liceo » propose à une salle comble, l'œuvre qui inaugure la saison théâtrale barcelonaise : « Guillaume Tell ». Le second acte vient de commencer lorsque deux fortes explosions secouent l'auditoire. Deux bombes « Orsini », lancées depuis le cinquième balcon, viennent d'exploser parmi les fauteuils de l'orchestre. Le rang n° 13 est particulièrement décliné. On dénombre vingt morts, des femmes en majorité. Le vengeur de Pallas Latorre vient, par cet acte sanglant et inutile, de condamner à la mort plusieurs camarades. Malato, interrogé à Londres, en février 94, déclarera : « ...J'approuve toute violence qui vise l'obstacle, qui frappe l'ennemi, non celle qui frappe aveuglément ».

La police, incapable de retrouver l'auteur de cet attentat, arrêtée au hasard cinq militants anarchistes, les déclare coupables de complicité et les emprisonne. Enfin, après de laborieuses investigations, les policiers surprennent, dans un petit village d'Aragon, où il s'est réfugié, Santiago Salvador Franch. Cependant, et malgré les aveux de Salvador, les cinq libertaires détenus qui, de toute évidence, n'ont aucune responsabilité dans l'attentat du « Liceo », seront exécutés. Il s'agit de : José Codina, Mariano Cereuela, José Bernat, Jaime Sogas, José Salvat et Manuel Archs (de fils de Archs continuera le combat de son père et sera assassiné, quelques années plus tard, par les « pisto-leros » du général Martínez Anido). D'autres documents, d'origine gouvernementale, ceux-là, analysent ce qui désignent sous le nom de « complot du théâtre du Liceo ». Ils mentionnent que plusieurs anarchistes sont détenus et interrogés. Toutefois, à part Codina, aucun des noms cités ne concordent avec la liste ci-dessus, car ils n'ont aucun rapport : Borrás, Ruggiero, Fruitos, Bernich, Alcoy et Nacher. Troublante divergence que ne viendront pas éclaircir les témoignages libertaires, confus, incomplets, souvent contradictoires.

Un jour viendra où l'accès aux archives de cette époque sera possible. Dans l'attente, citons ces deux listes sans prendre parti. Donc, la police, experte dans la manière de susciter des

aveux spontanés et accusateurs, fait savoir que ces hommes ont avoué avoir participé à la préparation de l'attentat de Pallas contre le général Martínez Campos, ainsi qu'à celui du « Liceo ». Aujourd'hui, seuls les ouvrages publiés en Espagne franquistes diffusent encore la triste légende de la culpabilité de nos cinq camarades.

Quant au seul responsable de l'acte terroriste, Santiago Salvador, afin d'échapper aux terribles tortures que l'on inflige aux prisonniers anarchistes, il feint le repentir et fait croire qu'il revient à Dieu. Les Jésuites s'empressent de le prendre sous leur protection. On assiste alors à un extraordinaire spectacle : les femmes de l'aristocratie de Madrid et de Barcelone le traitent « d'infortuné » et signent des pétitions pour obtenir sa grâce. Pas un seul mot n'est prononcé en faveur de ses compagnons, parfaitement innocents, mais athées.

Cependant, la grâce est rejetée. Sur l'échafaud, Salvador jette le masque en criant : « Viva el Anarquismo ! » Son exécution est le dernier acte de cette lamentable aventure, qui a coûté si cher à notre mouvement. Tailhade déclarait le soir de l'attentat de Vallant à la chambre : « Qu'importe les victimes, si le geste est beau ! Qu'importe la mort de vagues humanités si, par elle, s'affirme l'individu ». Tout le mouvement libertaire approuva l'acte exemplaire de Vallant, je l'approuve aussi, mais la généralisation de cet acte est criminelle et absurde, comme l'est l'acte de Santiago Salvador Franch. L'incompétence de la police barcelonaise dans l'attentat du théâtre « Liceo » amène la création d'une nouvelle police politique : « la brigada social ».

MADRID A LA FIN DU XIX^e SIECLE

Nous avions vu vers les années 90 que les partisans du communisme anarchiste s'étaient entrés en violent conflit avec les fédérations collectivistes, amenant la scission du mouvement. Le terrorisme est depuis lors pratiqué par quelques groupes « communistes anarchistes » de la capitale catalane, influencés aussi par la présence de E. Malatesta, qui plus tard d'ailleurs atténuera la violence de ses conceptions révolutionnaires et déclarera : « La haine ne produit pas l'amour ; par la haine, on ne re-

nouvelle pas le monde. Et la révolution de la haine ou échouerait complètement, ou bien aboutirait à une nouvelle oppression qui pourrait bien s'appeler anarchiste... » Si Barcelone devient le théâtre des actions terroristes, Madrid, où Malatesta parle sans grand succès, demeure le fief des collectivistes, et peu d'attentats sont à signaler.

A la fin du siècle dernier, Madrid n'est que la capitale d'une province. Le quartier de « Cuatro Caminos » n'est qu'une petite place d'où rayonnent quelques mauvaises rues. Sur cette place, l'anarchiste Isidro Ibarra tient un bar où se réunissent souvent les libertaires madriléens.

Le peuple de la ville se désintéresse de la politique, qu'il méprise. Le 25 novembre 1885 était mort Alphonse XII, il avait 28 ans. Sa veuve, Marie-Christine de Hasbourg assure la régence du royaume. Au cours de cette période, libéraux et conservateurs se partagent tour à tour le pouvoir : Polavieja, Weyler, López Domínguez, Silveira, Sagasta, Moré, Vázquez de Mella, Maura, etc. Canalejas propose la création d'un parti démocratique, destiné à « libéraliser » la monarchie. Les républicains comptent parmi eux des hommes respectables comme Pi Y Margall, Salmerón, Azcárate et les figures plus romantiques de Blasco Ibañeta, Soriano et Leroux. Si ces hommes n'ont guère d'ambitions révolutionnaires, tels ne sont pas les fédéralistes, dont plusieurs sont d'anciens militants libertaires : Nicolás Estévez, le docteur Castell qui, à la fin de la guerre civile de 1936-39, mourra dans un cachot de la citadelle de Montjuich.

Les conceptions autoritaires des socialistes, que dirige Pablo Iglesias, sont violemment critiquées par les travailleurs révolutionnaires, anarchistes et fédéralistes, groupés en sociétés influencées par l'idéologie bakouniste. Soledad Gustavo et Federico Urales publient « La Revista Blanca » et « Tierra y Libertad ». Vers cette même époque, les travailleurs de la Fédération Régionale Espagnole conviennent un congrès, à l'organisation duquel participent Vallina et Salvachea, et sur lequel peu de renseignements sont parvenus jusqu'à nous.

Alors que Madrid offre le spectacle d'un immense bouillonnement d'idées, Barcelone compte chaque jour de

« ...Cela vaut mieux que de s'enfoncer dans cette suffisance bestiale ou cette chagrine supériorité d'ennuies ou ils se complaisent, en attendant que tout cela leur retombe sur le nez, les hommes emprisonnés, mutilés et contents d'aujourd'hui... »

A. MIATLEV.

nouveaux attentats terroristes. Certains font plus de bruit que de mal, d'autres passent à l'histoire et leurs conséquences influent sur la destinée du mouvement libertaire espagnol.

L'ATTENTAT DE LA RUE DE « CAMBIOS NUEVOS »

Cette action déclenche une répression inhumaine, et rendra tristement célèbre, dans le monde entier, le nom de la citadelle de Montjuich.

Le 7 juin 1896, à Barcelone, la procession du « Corpus » revient de l'église de Santa Maria del Mar, en passant par la rue de Cambios Nuevos, lorsqu'une bombe, jetée d'une fenêtre, fait explosion à l'arrière de la procession, et non pas à l'avant, où se trouvent les notabilités de la ville. Sept ouvriers et un soldat sont tués, quarante-deux personnes sont blessées. On ne découvrira jamais l'auteur de l'attentat. Cependant, le général Weyler, dont les Cubains ont gardé le sinistre souvenir, et qui est alors capitaine général de Catalogne, profite immédiatement de l'incident. Il fait procéder à des arrestations massives d'anarchistes ou même de simples anticléricals. Les premiers libertaires emprisonnés sont Tomás Ascherin, Ricardo Puig, Casimiro Balart, Nogues et Molás. Des centaines de prisonniers s'acheminent vers Montjuich, souvent à pied, par la route. Citons encore parmi les plus connus : Anselmo Lorenzo, Tarrida del Marmol, Teresa Clarumant, Federico Urales, José Llunas, etc. Enfermés dans les cachots de Montjuich, ils sont livrés à la nouvelle police politique et soumis aux tortures les plus atroces. Plusieurs succomberont, et cependant, parmi les victimes, un seul, Ascherin appartient au groupe des terroristes.

En France, les premières protestations s'élevèrent contre les méthodes inquisitoriales espagnoles. Le « procès de Montjuich » et sa clique de tortures et d'assassinats seront le thème de notre prochaine étude. Signalons pour conclure, que cette époque agitée coïncide avec une période d'expansion intellectuelle de notre mouvement. Tarrida del Marmol dirige l'Ecole Polytechnique de Barcelone et le galicien Ricardo Mella est ingénieur. De jeunes écrivains et essayistes sont attirés par l'anarchisme. On voit Pio Baroja, Maeztu et « Azorin » fréquenter les cafés anarchistes.

P'illusion parlementaire (1)

En France, depuis plus d'un siècle, nous avons traversé plusieurs « âges » révolutionnaires dont les résultats ne paraissent pas avoir beaucoup instruit le prolétariat de notre pays, ni celui des autres nations.

Il est cependant incontestable que tant d'efforts, tant de sacrifices n'ont abouti qu'à un fait qu'une immense mystification. La souffrance des opprimés est toujours aussi grande, plus grande peut-être, car la transformation économique du monde n'a fait que l'accroître. La tyrannie et l'oppression ne changeront que de nom et de forme.

A la place d'un tyran unique, ou de la tyrannie d'une classe privilégiée, s'est dressée la puissance financière et capitaliste, élevant au travail la plus grande partie de la richesse que ce travail produit. Le travailleur, en dépit de toutes les déclamations, est resté l'éternel esclave, l'éternel esclave, et on n'entrevoit que difficilement, même aujourd'hui, le moment où il pourra se libérer.

La cause de cette situation est que toutes les révolutions des temps modernes furent exclusivement des révolutions politiques.

Lorsque, en 1848, on apporta au peuple français le suffrage universel, il sembla qu'on venait d'atteindre le début d'une ère de justice, de liberté et de mieux-être pour les misérables. Les déceptions, cependant, survinrent sans tarder ; mais cela ne fut pas suffisant pour dissiper des illusions qui durent encore.

En effet, après chaque crise, à chaque avènement d'un régime nouveau, ou à un constat, par l'emploi d'un mécanisme restant identique à lui-même, conservé le régime antérieur.

Ce mécanisme politique s'appelle le parlementarisme. Dans notre pays, sous l'étiquette républicaine, il consiste à faire croire au peuple qu'il est souverain, qu'il a le pouvoir de provoquer, par l'intermédiaire de ses représentants librement élus, toutes les réformes, toutes les transformations désirées.

La vérité, c'est que sous cette apparence, le gouvernement effectif n'appartient et ne peut appartenir qu'à la bourgeoisie possédante, dirigeante, financière, qui exploite à son profit exclusif la masse laborieuse.

La souveraineté du peuple consiste dans une boîte un morceau de papier portant un nom. Par tous les mensonges, par toutes les manœuvres, par les manœuvres d'une presse vendue, on détermine la grosse masse des exploités à se faire représenter (?) de la sorte, suivant le vœu de ceux qui détiennent le pouvoir, et qui ne sont que les humbles serviteurs et les

instruments de la finance. Si cela ne suffit pas, on a recours à la fraude matérielle. Les boîtes (qualifiées « urnes ») sont munies de doubles fonds ; les listes électorales sont tripatouillées ; on fait voter des centaines ou des milliers d'électeurs décadés, etc., etc.

Mais, en admettant même l'hypothèse impossible d'un scrutin régulier, loyal, honnêtement pratiqué, sans pression d'aucune nature sur aucun électeur, ne s'aperçoit-on pas de la colossale absurdité du système ? Il suppose chez l'électeur une dose de jugement peu commune, un discernement sans égal ; il suppose chez l'élu la compétence universelle, la connaissance approfondie de toutes choses, au service d'une impeccable conscience, sans que son pouvoir puisse s'étendre au-delà.

Et lorsque nous abandonnons à un individu, par le jeu du parlementarisme, la possibilité de « faire des lois » pendant plusieurs années, aucune garantie n'est prise. Sur la foi de vagues promesses, grâce à une rhétorique semée habilement, il a obtenu sa majorité ; il est élu. Il disposera pendant quatre ans, lui et ses congénères, de votre fortune, de votre liberté, de votre vie de vos enfants, de votre enseignement, sur les théâtres, travaux publics, sur l'enseignement, la presse et le commerce, sur tout. Par surcroît, c'est lui qui soutiendra ou renversera les ministères.

C'est encore dans ce dernier rôle qu'il est le plus inoffensif ; car sous le régime parlementaire, tous les ministères, tous les gouvernements se valent. Chacun d'eux, comme a fait son prédécesseur et comme fera le successeur, accomplit une œuvre de compression et de réaction, et ne peut en accomplir une autre.

Il ne le peut, parce qu'il est, par la fatalité des institutions, l'instrument au service de la puissance bourgeoise, incarnée dans la haute finance, seule puissance effective. Jamais le peuple n'a été ni ne sera représenté dans les parlements. La bourgeoisie seule y exerce une action réelle ; sous prétexte du maintien de l'ordre, elle s'assure la conservation intégrale de ses privilèges, et se met en garde contre toute transformation sociale de nature à diminuer l'exploitation éhontée du travail humain, source de sa domination.

Les prolétaires sont les plus mortels ennemis d'eux-mêmes lorsqu'ils viennent se prêter régulièrement à cette pitoyable comédie électorale, dont le dénouement

Nous croyons bon de rappeler cet extrait de l'illusion parlementaire écrit au début de ce siècle par C.-A. Laisant et qui reste d'une indiscutable actualité.

périodique est toujours pour eux une misère croissante et le maintien de l'éternel esclavage. L'espoir de réformes réelles, et non pas seulement apparentes, est une pure illusion. Il n'en peut être autrement, puisque de véritables réformes entraîneraient le renversement de l'ordre social sur lequel tout le régime repose.

Pour le prolétariat français, l'expérience devrait être convaincante, au bout de trente-huit ans de république bourgeoise et réactionnaire. Mais quand, dans d'autres pays, on voit des malheureux prêts à se faire tuer pour la conquête du suffrage universel, on est en droit d'admirer les trésors de candeur que la conscience humaine peut tenir en réserve. On déplore en même temps qu'une telle somme d'énergie, de courage et d'abnégation puisse être aussi mal dépensée.

Mais, vient-on dire parfois, il faut, en ces matières, de la patience et de la persistance. Si, à force de propagande, on arrivait enfin à persuader aux prolétaires pour envoyer au parlement une immense majorité de représentants fidèles et résolus, choisis parmi eux, la transformation sociale s'accomplirait inévitablement. Ceci encore est une illusion. D'abord, à l'approche du péril, la bourgeoisie prendrait des mesures préventives ; puis, même élus, les représentants du prolétariat pourraient fort bien n'être pas proclamés par les ministères bourgeois détenteurs des urnes et disposant de toutes les forces sociales : armée, police, juges et gendarmes. En troisième lieu, il ne faut pas oublier qu'on a placé un Sénat conservateur dans la machine éventuelle de cette nature. Enfin, on oublie trop facilement, malgré l'observation constante des faits, qu'un prolétaire entrant au parlement devient un bourgeois de plus, dix-neuf fois sur vingt, et cesse de représenter ceux qui ont cru lui confier un mandat ; et cela, sans qu'on puisse crier à la trahison, sans qu'on puisse même sans injustice adresser à l'élu le moindre reproche. C'est qu'en effet le mandat n'est qu'une fiction, parce que trop vague et trop étendu ; et puis l'homme est accablé, transformé, « digéré » par le milieu parlementaire. Inconsciemment, de très bonne foi, il se laisse dissoudre par cette action quotidienne, continue, et les électeurs ébahis s'aperçoivent un beau jour qu'à la place d'un homme, ils ont devant eux un politicien.

(1) Extrait de la brochure éditée par le groupe espérantiste « Facco-Libereco », 49, rue de Bretagne, Paris, 3^e.

BIENTOT la foire électorale va commencer. Les candidats vont nous promettre un avenir merveilleux, plein de bonheur, genre l'allocution de De Gaulle le 1^{er} janvier. En attendant le grand jour les murs vont se couvrir, toujours au nom de la patrie et jamais de leurs intérêts ni même de ceux qu'ils représentent, de la publicité politiciarde la plus hypocrite. Les adversaires vont se mesurer, chercher, s'ils ne les ont déjà, des appuis dans la grande finance, dans les sphères influentes comme ils disent. Certains iront, toujours avant la date fatidique, présenter leur personne et leur caution, promettre ce qui ne leur appartient pas, dans les grandes capitales étrangères. Et pour que l'électeur morde mieux à l'hameçon, pour épier le menu, les candidats se lanceront mutuellement les pires insanités, ignominies et insultes que nous pouvons imaginer. Sébastien Faure disait il y a bien longtemps déjà : « C'est l'étalage le plus répugnant, le plus infâme, le plus honteux de toutes les bassesses et de toutes les tares individuelles. » Et aujourd'hui, comme hier, car si les hommes ont changé, les mœurs sont encore les mêmes, ces hommes voudraient que ce soit parmi eux, qui n'hésitent pas à s'injurier, à faire courir les mensonges les plus infamants, à dénoncer mutuellement leurs vices, que nous choisissons nos représentants !

S'ils sont élus, au nom de la patrie, de la liberté, de la civilisation ou je ne sais trop quoi, sans autre préambule, ces individus disposeront de nos vies pour faire la guerre, car la guerre n'a jamais dépendu de l'opinion publique. Il existe des volontés supérieures à celle du peuple qui dispose du droit de faire la guerre ou la paix. Que ce soit en régime capitaliste ou de dictature marxiste, les gouvernements agissent comme ils l'entendent. L'« élu du peuple » sera aussi compétent sur la taxe des pianos que sur l'enseignement universitaire, sans jamais avoir possédé de piano ni mis les pieds à l'Université. Bien souvent, par hypocrisie, il favorisera l'entrée des curés à l'école primaire. Il saura établir le prix du ticket de métro et du kilo de blé. Le « représentant du peuple » sera aussi compétent en sport que pour définir les lois de la prostitution. Tour à tour, balayeur, médecin, astronome ou commerçant il ne sera jamais rien, même pas un bon coordinateur de l'industrie. En revanche, il sera toujours à la recherche d'une nouvelle constitution lui donnant plus d'autorité, plus de garantie de

rester en place pour la période à venir (à preuve, le nombre de constitutions durant le siècle écoulé).

La place de l'« élu du peuple », est bonne, car, même s'il n'y avait pas rémunération, il existe les petits avantages cachés, la considération de la société et ses profits, qu'il soit dans l'opposition ou au pouvoir. Il sera sacré « grand citoyen », tôt ou tard décoré. Ses écrits lui rapporteront beaucoup d'argent. S'il est avocat, médecin ou commerçant ses affaires marcheront. Après quelque temps en fonction, notre élu du peuple (celui dont on parle) sera convaincu de l'utilité de ses services. Par l'expérience qu'il aura acquise, même dans l'opposition, il n'osera abandonner le vaisseau de l'Etat et la pensée du pays sans organe. Personne n'oserait se présenter comme ingénieur, maçon, architecte sans connaître ce travail, l'élu du peuple lui, est administrateur en toutes matières sans apprentissage. Les élections devraient nous donner des administrateurs, et c'est toujours le contraire qui se produit, cela devrait suffire à condamner le système électoral. L'administration publique est une question de science et non de beau langage. Il est vrai « qu'en politique la parole a été inventée pour déguiser l'intention ».

Notre époque il est ridicule de remettre des pouvoirs quelconques à des individus. Avec la civilisation actuelle, avec le progrès, les techniques nouvelles, nous devrions comprendre que pour un travail bien précis il y ait nécessité à confier un mandat bien déterminé et contrôlable, mais cela seulement par une assemblée de personnes compétentes. Les élections n'ont qu'un seul but, tromper la population et lui faire croire qu'elle est maîtresse de ses destinées. Tant que la masse des travailleurs sera dominée par une minorité détentrice des moyens de production et du capital, les élections (antidémocratiques malgré leurs prétentions) seront absolument opposées aux besoins et aux instincts des hommes. Ceux qui font les lois savent mieux que personne comment elles peuvent être interprétées.

Depuis la révolution de 48, nous avons acquis le droit de vote, depuis 1789 la France est devenue une démocratie, mais qu'est-ce que cela veut dire dans une société de classes, ou à chaque époque les idées dominantes ont toujours été celles de la classe au pouvoir ? Il est vrai, qu'avec le droit

d'être ses représentants, le peuple a cru avancer vers son émancipation, la bourgeoisie, le capitalisme ont paru redescendre en proportion, mais avec le développement des trusts industriels et la haute finance qui commandent ou tiennent le respect les gouvernements, la compensation sur ce qu'avaient gagné les travailleurs est en faveur de la bourgeoisie.

Le peuple, volé dans son éducation, trompé par la presse, la radio et la télévision ne se rend pas compte qu'il vote contre ses propres intérêts. Depuis la révolution, tous les gouvernements prétendent faire le bonheur du peuple, aucun n'y est arrivé, aucun n'y arrivera jamais. L'ascension de quelques individus issus du monde du travail vers les sphères privilégiées a valeur de propagande, il y a toujours eu des exceptions, mais cela fait exploiter qu'avec un peu de chance et d'assiduité il peut à son tour posséder puissance et richesses. Les années passent, les expériences gouvernementales se succèdent, les exemples d'arrivés sortis du peuple se multiplient, les trahisons des élus deviennent plus nombreuses, mais les travailleurs votent toujours, trompés par les apparences de ce bulletin de vote qui devait leur garantir justice et liberté.

Avec ce bulletin, l'ouvrier pensait avoir des représentants directs au gouvernement, qui se chargeraient de défendre ses intérêts de travailleur. Il pense toujours avec ce droit de vote pouvoir devenir le maître du gouvernement puisque les opprimés sont plus nombreux que les opprimants, les voleurs plus nombreux que les volés. L'illusion est encore si profonde dans l'esprit du peuple qu'il continue toujours de voter, trompé volontairement ou non par des Partis politiques dits ouvriers. Cependant, par expérience, le travailleur sait que le parlementarisme n'a jamais rien apporté de bon pour la classe ouvrière. Chaque réforme consentie par la bourgeoisie ne l'a été qu'en raison directe de la puissance de l'action populaire, chaque conquête sociale n'ayant été accordée par « les élus du peuple » que sur la pression révolutionnaire de celui-ci. Les actes de ces élus plus que leurs belles paroles confirment mon opinion, que ceux-ci, sans n'importe quelle étiquette de Parti quel qu'il soit, ont toujours favorisé la bourgeoisie et le capitalisme, qui les maintiennent en place en leur distribuant puissance et privilège pour mieux être servis.

JE NE VOTERAI PAS

Je ne voterai pas parce que c'est une erreur politique qui veut que les mêmes règles de vie, déterminées par les lois du gouvernement, soient appliquées à toute une nation. Ce n'est qu'aux dépens des initiatives et des idées que se font les centralisations. L'entente, la vraie, avec beaucoup de fraternité, ne peut se faire que sur des rapports spéciaux, déterminés et temporaires.

Je ne voterai pas parce que si l'état social présent doit être détruit, je ne ferai pas avancer la révolution d'une seconde en déposant mon bulletin dans l'urne. La démocratie est un tout qu'il faut attaquer par toutes les fissures et sans arrêt. Ce n'est qu'en minant l'édifice que l'on en obtiendra la destruction complète et c'est en laissant la plus grande autonomie aux révolutionnaires que l'on obtiendra le maximum d'effets.

Je ne voterai pas parce que s'il est certaines entraves que j'accepterais de subir passagèrement sous la loi du nombre, il existe les restrictions « sur le savoir » que ne devrait tolérer aucun candidat électoral révolutionnaire. La véritable révolution sociale, c'est-à-dire l'émancipation totale des individus, n'a de chance de réussir que si le peuple qui l'accomplit en comprend le but et les raisons. En votant selon notre conscience de classe exploitée, nous installons à la tête des Partis révolutionnaires, une minorité « intellectuelle », qui devrait lui permettre d'instaurer le nouvel état social; cela est ridicule, pour transformer la société il faut que l'action révolutionnaire vienne de l'ensemble des minorités agissantes.

Je ne voterai pas parce que même si les élus voulaient respecter ma liberté et mes convictions ils ne le pourraient pas. Installés au gouvernement la majorité ne tarderait pas à m'influencer et m'imposer ses lois sociales; l'autorité et les privilèges continueraient. Mais ne nous bercions pas d'illusion, quand des élus possèdent la majorité, ils ne tiennent jamais compte de l'avis des minorités, cela est devenu tellement normal que les gouvernants refusent de plus en plus et la discussion et les explications sur leur comportement. C'est déjà du fascisme. La farce électorale fait partie des habitudes. Je me souviens d'un exemple récent, novembre 1964, peu important pour ses conséquences mais qui signifie bien la mentalité des candidats élus. Cela se passait lors de l'élection du bureau d'un conseil de parents d'élèves en Seine-et-Marne. Après un discours politique « social démocrate » on demanda à l'assemblée d'approuver à main levée les noms de quelques candidats, qui ne daignaient pas se présenter. La grande majorité donna son accord ! A l'objection de ne pouvoir approuver cette façon de faire, ne connaissant même pas les pensées et intentions de ces élus, le même présentateur répondit « que les candidats étaient tous laïques et favorables à un enseignement juste ». La séance était terminée, les cocardiers du pays semblaient satisfaits !

Je ne voterai pas parce que la société actuelle ne me permet pas de vivre entièrement moi-même; et remettre mes pouvoirs en déposant mon bulletin dans l'urne même à des révolutionnaires en puissance ne saurait me satisfaire. Cette conception (venant de la part des candidats de l'opposition)

debian politicienne de Parti révolutionnaire se défiant des individualités, ne m'inspire pas confiance. Les soi-disant « révolutions réussies » nous en fournissent la preuve. Les chefs de Parti possèdent tous la prétention d'être les seuls hommes d'action, et pour eux les individualistes ne sont, avec beaucoup de mépris que « des théoriciens ». Or, on peut être théoricien et savoir passer à l'action, surtout lorsque la théorie a pour but d'engendrer l'action, elle devient action elle-même. Les exemples anarchistes ne sont plus à démontrer.

Je ne voterai pas parce que les constitutions ne sont que des escroqueries organisées au profit des privilégiés. La justice est rendue au nom du peuple alors que bien souvent elle ne fait que légaliser le vol des privilégiés sur les travailleurs.

Je ne voterai pas parce que si même tous les électeurs étaient d'accord sur tout (cela est impossible chez des travailleurs instruits), il resterait encore tous ceux qui ne peuvent pas voter et qui devraient avoir le droit d'être représentés. Si ces gens ne sont pas sociables, ils sont malades et on doit les guérir. Quand un médecin soigne une personne, il n'interroge pas le voisin, donc ces gens ne sont pas représentés. Le jour où les travailleurs seront émancipés, la société n'aura plus de parias.

Je ne voterai pas parce que personne ne peut me remplacer, aucun individu ne peut penser et agir pour moi. L'être humain n'ayant pas de sosie, celui-ci sera toujours trompé par les candidats. La question des personnalités a aussi son importance. Si un candidat semble posséder ma façon de voir et de réagir, physiquement il ne me plaira peut-être pas ou ne m'inspirera pas confiance. Pour un autre candidat, ce sera le contraire. Ce qui fait que je serai toujours trompé par les apparences, parce que toujours sous l'emprise des personnalités.

Je ne voterai pas parce que je ne vois pas à quoi peut servir un gouvernement si celui-ci désire véritablement notre bonheur. Si les élus doivent se borner uniquement à enregistrer l'action des groupes et des individus, ils n'ont qu'à laisser faire ces groupes et ces individus, établir eux-mêmes leur mode de relations qui doit les relier, en dehors de toute centralisation qui serait un danger. Mais, pour la majorité des élus, leur façon de voir consiste beaucoup plus de notre bonheur qu'à leur prétendu intérêt de la démocratie du suffrage universel et à suivre la fantaisie populaire. Preuve en est que battus sous une étiquette politique, à l'élection suivante ils se représentent sous une autre couleur. Voici un exemple : sur six permanents de la même époque, choisis par le Komintern ou le secrétariat de P.C.F., Doriot, Thorez, Marlon, Fégy, Chasselaigne et Péri ; les quatre exclus sont passés dans l'autre camp. Comme par hasard, ils ont changé d'opinion au moment même où le P.C.F. n'en voulait plus.

Je ne voterai pas parce que remettre des pouvoirs entre les mains d'un individu, c'est se choisir un oppresseur, un maître; d'autant plus que celui-ci pourra faire des lois allant jusqu'à ma condamnation à mort.

Je ne voterai pas parce que ce serait accepter un gouvernement, et aucun, par nature même de son organe ne pourra m'apporter plus d'humanité dans mes rapports avec mes semblables.

Je ne voterai pas parce que ce serait accepter et même temps les lois qui régularisent l'injustice qui assurent la domination des forts sur les faibles.

Je ne voterai pas parce que depuis le temps que l'on vote, la bêtise du suffrage universel est maintenant mieux démontrée. D'après les bourgeois, les élections devaient supprimer les classes sociales. Elles existent toujours. Même en travaillant peu, le riche devient chaque jour plus riche et le pauvre reste toujours pauvre. L'Eglise est toujours aussi puissante, les capitalistes sont toujours présents.

Je ne voterai pas parce que les candidats eux-mêmes savent qu'ils ne représentent pas la véritable justice sociale et qu'ils ne la feront non plus jamais, malgré que ce soit les aspirations naturelles de chaque être humain. Preuve de leur mauvaise volonté à mon égard c'est qu'ils me menacent à chaque nouvelle élection de rendre le vote obligatoire, comme les impôts. Cependant en ne votant pas je ne suis ni égoïste ni indifférent comme les élus le déclarent, je prends simplement une autre forme de révolte contre les dirigeants.

Je ne voterai pas parce que si même un jour tous les êtres humains, suffisamment instruits sur tous les problèmes sociaux et idéologiques du moment, voulaient déposer un bulletin dans l'urne, et qu'ils soient tous d'accord, le vote suivant serait désastreux et malheureux. Les gens en place détenteurs du pouvoir par les élections les organiseraient à leurs avantages avec comme prétexte « l'organisation centralisée ».

Je ne voterai pas, même si je pensais qu'un candidat puisse réunir toutes les vertus et qualités possibles, parce que l'on a jamais indiqué au peuple qu'il pouvait exister d'autres moyens d'organiser la société que par le gouvernement. Ce seul fait devrait suffire à douter des vertus et qualités des candidats.

Je ne voterai pas parce que si je délègue mes pouvoirs à un individu pour transformer la société, l'expérience nous prouvant que tout pouvoir est corrompue, le résultat serait une entrave à de véritables changements.

Je ne voterai pas parce que je ne veux entrevoir la société future qu'avec une autonomie complète des individus. L'ordre ne devant se créer que par une « entente librement consentie » et non par une autorité quelconque.

Je ne voterai pas parce que si mon candidat est élu, je ferai subir une contrainte à mes semblables, ce que je me refuse. Si mon candidat est battu, c'est moi qui subirai l'autorité, au nom de la centralisation des pouvoirs afin d'obtenir une organisation plus efficace et un rendement soi-disant supérieur dans la production. Cela serait faux, l'expérience encore démontre que c'est le contraire qui se produit.

Je ne voterai pas parce que tout ce que pourraient faire et discuter les élus de l'opposition ne servirait à rien contre les gens en place. Cependant si par hasard (en politique il n'y a pas de hasard) l'opposition avait la majorité, mon bulletin n'aurait servi que « l'opposition constitutionnelle » amie ou ennemie. Or pour affirmer que je suis contre les gens en place et contre les constitutions, je n'ai besoin que de m'abstenir.

cruc...
le capi...
tion, ma...
striels et...
tiennent...
sation sur...
n faveur...
trompé...
se rend...
res inté...
nements...
aucun n'y...
ascension...
travail...
pagande...
ela fait...
et d'ass...
e et rich...
gouverne...
vés sorti...
élus deve...
illeurs vo...
de ce bul...
lice et lib...
oir des res...
si se char...
travailleur...
ivoir deve...
les oppri...
nts, les vo...
on est enco...
qu'il conti...
ment ou m...
Cependant...
le parlem...
bon pour...
sentie par...
directe de...
que conq...
élus du pe...
lionnaire...
e leurs bel...
ceux-ci, so...
nel qu'il so...
et le capi...
leur dist...
x être serv

Il est vrai qu'il est plus facile pour ces aristos de la politique d'avoir l'assentiment de quelques centaines de bourgeois que celui de la majorité du peuple, et c'est pourquoi l'élite de la nation dans l'importe quel gouvernement ne peut être qu'otage, dupe ou complice du pouvoir. A une époque, le peuple votait « radical » puis il vota « socialiste », maintenant il a voté UNR, peut-être un jour votera-t-il communiste ? Trompé par les apparences il continue de voter et persiste dans son aveuglement et ses erreurs. Cependant le travailleur commence à sentir, de son instinct d'opprimé plus qu'il ne voit, les avantages que possèdent sur lui « les élus de la nation ». Il sent que même « s'il lui va bien », les actions de son représentant deviendront incompréhensibles et incontrôlables. Le peuple est sûr de ce qu'il ne veut pas, il ne sait pas encore ce qu'il doit vouloir... Il n'est cependant pas impossible de penser qu'un jour les travailleurs n'absorbent le pouvoir et tout ce qui s'opposera à eux. Quand une chose doit s'accomplir, tout ce que l'on fait pour l'en empêcher ne peut avec du temps que la servir.

Les capitalistes et bourgeois en prenant part aux élections se sont placés sur le même terrain de « la légalité » que la classe ouvrière qui ne réclame pas plus ; aussi maintenant le mécontentement des travailleurs doit-il rester dans les formes de la constitution, dans « la légalité ». En face du pouvoir des « élus de la nation », le peuple doit se taire et obéir. Mandatés par la nation, les élus sont maîtres de l'Etat, c'est-à-dire de l'administration, de la justice, de l'armée, de la police... etc. Invincibles, ils sont ces messieurs, puisque même la police ne peut les arrêter s'ils commettent un délit.

Parfois honnêtes au début de leur carrière, les représentants du peuple deviennent prisonniers du « système », même s'ils en sont les fondateurs. L'homme peut dire et redire ce qu'il veut, se retrancher quand bon lui semble. Il peut modifier à l'infini sa pensée, son action, toute sa vie n'est qu'une suite de compromis avec ses semblables. Mais une idéologie et une constitution, qui ont reçus l'expression et la forme sont une chose définitive en théorie politique établie. L'élite du peuple, en restant en place ne pourra que s'enfoncer, s'incruster dans le système et trahira son mandat en respectant la constitution. Le représentant de la nation aura beau dire qu'il n'est que mandaté dans

le système, le fait de s'intégrer à la machine de l'Etat fait qu'il est lui-même l'opresseur, car, sans sa présence, l'Etat ne pourrait fonctionner.

Toutes les constitutions à suffrage universel se valent, toutes ont des avantages et des vices, mais aucune n'a jamais respecté et ne respectera les aspirations profondes et naturelles des travailleurs. Les élus de la nation le savent très bien, c'est pourquoi à chaque nouvelle élection on change la méthode et l'on menace les abstentionnistes. Dans une constitution démocratique, les classes dirigeantes ou influentes savent se diriger, les travailleurs, eux, n'ont rien, rien qui les garantisse de pouvoir seulement travailler chaque jour. Il existe cependant parmi les travailleurs des gens instruits, capables de tenir la plume et de manier la parole, vingt fois meilleurs organisateurs pour leurs affaires que les dirigeants actuels. Alors, pourquoi ne votez-vous pas pour eux, clament les bourgeois, à toutes nos objections, vous avez la liberté de le faire, voilà leur grande justification, à ces hypocrites.

La liberté existe, et c'est vrai, mais une certaine liberté seulement, la liberté d'être volé et trompé dans « la légalité ». Tout le problème de la démocratie est là. Le peuple, comme pour prouver aux bourgeois qu'il est capable de se passer d'eux, aime donner des représentants à la démocratie occupent les meilleurs emplois, les professions libérales leur sont réservées, le travailleur déjà transformé dans sa conscience et par les nécessités de la vie, jaloux de ceux de sa classe qu'il considère comme « arrivés », ne peut que voter aristocratiquement. Il en est des mœurs comme du langage, elles ne changent pas avec la foi, la loi, et « la légalité », mais cela ne veut pas dire que nous devons rester encore longtemps les exploités de la classe au pouvoir.

Vous avez vos journaux, vos livres, votre littérature, dit-on au peuple, et c'est vrai, mais l'argent et les moyens manquent à la classe ouvrière pour diffuser ses idées. L'Etat réserve les fonds secrets à sa littérature. Il ne faut pas réclamer la suppression des moyens d'information existants, il faudrait seulement demander une objectivité plus grande, une concurrence plus loyale dans la diffusion des idées. Présentement le peuple est mis en condition sans être mis en condition par la presse bourgeoise, la radio et la télévision. Il existe des

rapports entre les autorités et la grande majorité de la presse quotidienne, tout le monde le sent, personne ne le nie, mais personne ne dit rien ou si mal, même par les élus de l'opposition qui feraient de même s'ils étaient au pouvoir. Ce que cherchent à faire tous ces politiciens de droite ou de gauche c'est conditionner la pensée des travailleurs dans l'intérêt de leur idéologie. Je ne puis, faute de place, expliquer ici l'importance du rôle néfaste de la presse : des livres ont été écrits sur ce sujet, on n'y prête pas suffisamment attention quand arrivent les élections.

Il y a aussi et surtout les candidats des Partis de l'opposition qui justifient dans une certaine mesure le vote des travailleurs. Ils se trompent car, même avec une majorité marxiste, le Parlement fait montre de la même impuissance. Les Partis politiques ouvriers sont un danger dans le monde du travail et retardent chaque jour l'émancipation des travailleurs. Je n'en ferais pas la critique aujourd'hui, il a déjà été tellement écrit là-dessus. Je dois cependant dire que, lorsque Clement Attlee en Angleterre, Guy Mollet et Gaston Defferre en France, Willy Brandt en Allemagne se réclament d'une filiation avec l'Internationale et la Commune, ils nous trompent sciemment. Quand le Parti Communiste nous explique que le peuple doit aller vers son émancipation sans violence, sans vulgarité, avec des formes correctes... dans le cadre de l'Etat bourgeois comme point de départ, cela est faux et archifaux. La classe ouvrière doit apprendre à se conduire elle-même, sans le concours de ces chefs politiques qui veulent continuellement la diriger, elle n'a pas besoin de « sauveurs ». Certains élus de l'opposition justifient leur travail en ne considérant les élections que comme un moyen de propagande. Ils ont si peu d'audience que, s'ils étaient sincères, ils démissionneraient de suite.

Voilà bien des raisons pour ne pas voter, et quand j'en énumère quelques-unes à un individu fervent du vote, celui-ci essaie toujours de m'expliquer la nécessité de ne pas laisser coopérer pratiquement et que c'est un devoir de aller l'Etat à l'abandon, et que c'est un devoir de coopérer pratiquement et théoriquement à l'Etat. Et ces individus, qui confondent toujours Etat et organisation économique, sans vouloir chercher à éclaircir le problème, me traitent d'utopiste. Cela ne fait rien, je ne voterai pas.

par G. LEGROS

AS

Je ne voterai pas parce que les candidats me déclarent qu'en m'abstenant je hâterai l'extinction de la vie politique, et c'est précisément ce que je souhaite.
Je ne voterai pas parce que c'est la seule manière qui me soit offerte de manifester mon mécontentement sur les lois électorales, et c'est très bien ainsi, les bourgeois n'ont pas à discuter l'organisation de la société avec les travailleurs. La classe ouvrière n'arrive à se penser elle-même que quand elle est seule, quand un bourgeois s'incruste chez elle, elle devient servile et imitative de la bourgeoisie. Les élus des partis ouvriers mélangent trop de compliments, d'éloges et de remerciements à leur critique envers les bourgeois et les formes légales, les disciplines parlementaires et les formes légales, ils auraient l'air populaire sur ses principales revendications. L'« élu de la Nation » rentre sans que l'on s'en aperçoive dans une sphère politique incompatible avec les aspirations sociales des travailleurs. L'amour du parlementarisme les amène chacun leur tour à faire partie du gouvernement des bourgeois.
Je ne voterai pas parce que le suffrage universel appartient déjà à une période du passé, intermédiaire entre la monarchie et l'émancipation totale de chacun de nous, et nous devons regarder vers l'avenir. Les partis de l'opposition se montrent trop conservateurs et ne croient pas que le monde du travail puisse se passer de guides. Quand un parti ne possède pas les pouvoirs, il s'estime toujours volé par le scrutin. Le seul parti se déclarant révolutionnaire, le P.C.F., lui aussi volé, réclame une véritable démocratie, comme si elle pouvait exister ! Bien entendu, il ne crie pas sur les mêmes aires que si une fois, une fois seulement, il obtenait plus de cinquante pour cent des voix la dictature du parti communiste et non celle du peuple dictatorial sans aucun relâchement, comme une dictature populaire sait le faire. Une autre hiérarchie s'établirait, les technocrates s'imposeraient et comme sous les régimes bourgeois les mêmes vagues de promesses mystifieraient le peuple au nom du peuple.
Je ne voterai pas parce que si la classe ouvrière sent qu'elle a été trompée par le suffrage universel depuis si longtemps, et qu'elle continue de voter et de se faire exploiter, c'est qu'elle n'a pas l'intelligence de son idée, donc elle n'a pas à voter.
Je ne voterai pas parce que les candidats veulent me faire croire que les masses laborieuses sont incapables de se gouverner elles-mêmes. C'est vouloir ignorer l'histoire du peuple espagnol, et aucun parlementaire quelconque ne peut me fournir un seul exemple de l'incapacité des travailleurs à s'organiser eux-mêmes.
Je ne voterai pas parce que je ne veux pas remettre le pouvoir en place par un autre pouvoir, je veux simplement pouvoir me passer de toute contrainte, de « chefs ». Déposer un bulletin de vote, c'est déposer sa liberté pour autant de temps, et quand on veut bien la lui rendre cette liberté est toujours un peu plus restreinte.
Je ne voterai pas parce que le suffrage universel n'est qu'une fiction et non la vérité de ce que veut

le peuple travailleur. Si nous sommes nombreux, notre abstention doit éclairer la conscience du monde du travail et lui montrer que puisque les démocrates bourgeois et marxistes sont incapables de lui ouvrir la voie vers la liberté, cela d'autres moyens pour accéder au même but, cela devrait prouver notre capacité en prenant possession de nous-mêmes, de pouvoir nous passer de guide dans l'avenir.
Je ne voterai pas parce que depuis le temps que l'on vote, il est maintenant démontré aux prolétaires que ce n'est pas cette arme qui servira à leur émancipation totale. Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets, exemple : l'autorité économique (propriétés des moyens de production), fait des riches et des pauvres. L'autorité politique (gouvernement) légalise les privilèges contre les opprimés.
Je ne voterai pas parce que si je délègue mes pouvoirs à autrui il ne m'en restera plus... et je ne peux concevoir de donner mission à quelqu'un de faire des lois et de rester mon maître. C'est la même chose pour un objet si je le donne je ne l'ai plus. En déléguant mes pouvoirs, je dois accepter les lois, en ne votant pas, si l'abstention arrivait à avoir la majorité, j'aurais le droit d'insurrection contre l'ordre établi. L'insurrection deviendrait justifiée. Il existe bien sûr les candidats de l'opposition qui nous rassurent sur toutes nos objections et nous déclarent qu'il n'y aura que leur conscience d'engagement vis-à-vis de la constitution, et qu'ils pourront la violer quand bon leur semblera, alors je pense simplement que ce sont des candidats malhonnêtes.
Je ne voterai pas parce que tous les parlements élus ou non démocratiquement ont toujours trompé le peuple dans ses aspirations, je n'ai donc pas à vouloir élire un représentant pour discuter avec lui. Les explications et justifications des élus sont si soigneusement saturées de raisonnements capiteux, de préjugés perfides, qu'il est bien difficile au peuple de tirer des conséquences sociales justes. Les gens instruits, capables de diriger la science et la vérité sont une minorité, les travailleurs ne doivent pas accepter l'autocratie de ces gens en place, ils seront toujours trompés par leur beau langage.
Je ne voterai pas parce que même si les candidats étaient élus à une très grande majorité, même avec l'unanimité de la société, nous ne pourrions quand même pas être d'accord sur tout durant plusieurs années. (Que de Gaulle essaie un peu de plébisciter son budget d'armement.) Quand une chose est vraie, elle est vraie sans plus, ma table d'écriture est en bois, elle est en bois et c'est tout. Mais, établir des lois, même avec l'accord de tout le Parlement ne prouve pas que ces lois représentent la vérité. Au point de vue social, ce qui est considéré comme juste aujourd'hui était combattu il y a moins d'un siècle par la grande majorité. Ce qui sera approuvé dans quelques années passe pour être invraisemblable aujourd'hui. Un exemple : le suffrage universel, la démocratie semblent encore représenter : ux yeux du peuple français ce qu'il y a de plus normal au point de vue relations sociales, alors qu'il y a moins d'un siècle quand le Parlement vota avec une voix de majorité le maintien

de la forme républicaine, vu la difficulté de trouver un foi, il était convenu que l'on resterait intransigent sur le fond et que les anciennes institutions qui représentaient à cette époque la vérité sociale seraient sauvegardées. En 1875, presque tout le monde semblait d'accord pour considérer la démocratie comme néfaste, tous les discours des candidats étaient pour un parlementarisme. Officiers, magistrats, prêtres, professeurs même tenaient l'honneur de trahir le gouvernement qui était censé servir. La vérité n'était pas éplébaine. Aujourd'hui ce qui est considéré comme juste semblait néfaste à cette époque, et ce que les candidats déclarent « vérité » ne devrait pas recevoir notre caution, personne au monde (à part le peuple lui-même mais pas ses représentants) ne possédant la science infuse et les vertus requises pour organiser sans oppression la société.
Je ne voterai pas parce que quand une idée sociale se fait « vérité », elle est déjà dépassée par une autre vérité pas encore adoptée par les esprits, ce qui fait que concrétiser ce qui est voté (chaque gouvernement étant conservateur) c'est reculer davantage l'émancipation de chacun. L'histoire humaine démontre que dans la discussion des idées, celles les plus près de la vérité sont toujours en minorité.
Je ne voterai pas parce que toutes les lois que votent les élus de la nation restreignent ma liberté, malgré que ceux-ci déclarent en faisant ces lois garantir ma liberté. Un acte de jurisprudence déclare « tout ce qui n'est pas défendu par la loi est permis », preuve que toutes les lois ne servent qu'à m'opprimer...
Je ne voterai pas parce qu'en votant s'il est vrai que le monde du travail est maître de son destin comme clament les bourgeois... il n'en est maître que durant une minute, le temps de déposer son bulletin dans l'urne, et seulement après avoir été mis copieusement en condition pour « bien voter ».
Je ne voterai pas parce que je ne veux pas accorder mon crédit à la société telle que l'ont faite les parlementaires depuis l'instauration du droit de vote (une preuve de plus qu'ils sont incapables) ; c'est-à-dire la société où existent des prisons, des casernes, des H.L.M., des taudis, des exploités, des gens qui applaudissent à un défilé de mutilés ou de parachutistes, des gens qui font la queue aux asiles de nuit, des gens qui ôtent leur chapeau devant un corbillard ou se cachent par hypocrisie, des gens qui vont au spectacle seulement quand l'acrobate risque la mort. Cette société-là je ne pourrai l'abattre que par la révolution et il faudrait être naïf pour croire qu'une révolution peut se faire à coups de bulletin de vote. Ne nous illusionnons pas, les dirigeants des Partis révolutionnaires savent que les formes du passé dureront tant que les travailleurs composeront avec elles, même pour les modifier.
Je ne voterai pas parce que et surtout mon abstention est pleine de raison et qu'elle constitue par ce fait en elle-même un vote. Combien se sont sauvés par le défaut, combien se sont perdus par le défaut. On pourrait écrire des livres et des livres sur les raisons qui doivent nous pousser à ne pas voter, il serait très difficile à nos adversaires de mettre notre conscience en défaut.

7

Une nouvelle collection :

" HOMMES ET IDÉES DU TIERS-MONDE "

JUSQU'À présent, seuls (ou presque) les étudiants et les professeurs de Droit ou de Sciences politiques connaissent les éditions Cujas. Cette année, sous l'impulsion de jeunes animateurs, ces éditions ont décidé d'élargir leur public. C'est ainsi qu'elles viennent de lancer la collection « Hommes et Idées du Tiers-Monde » dont le premier volume paraît sous le signe de l'Afrique.

« Lumumba ou l'Afrique frustrée » tel est en effet le titre du témoignage de Luiz Lopez Alvarez sur son ami congolais, son « frère de lutte ». Certains reprocheront à l'auteur le caractère personnel de son livre ou, du moins, de ses premiers chapitres. A mon avis, c'est, au contraire, ce caractère personnel qui rehausse l'intérêt de l'ouvrage et qui authentifie le témoignage. Car, mieux qu'une pénible reconstitution de plimitif, Luiz Lopez a écrit le livre d'un ami. Mais ce n'est pas tout.

Lopez nous aide à voir clair dans la mêlée congolaise, dans ce ballet furieux de personnages d'apparence mythiques. En cela, il a fait œuvre utile.

Luiz Lopez Alvarez est né en Espagne en 1930. Arrivé au Congo en 1957, il a fondé à Brazzaville en 1959

l'Institut d'Etudes Congolaises. De chaque côté du grand fleuve, il a rencontré les personnages qu'il ressuscite, souvent il a servi de trait d'union entre eux mais, écrit-il : « depuis que j'ai quitté l'Espagne en 1950, personne n'a été mon ami autant que Patrice Emery Lumumba ».

« Je ne tardai pas à partager l'enthousiasme de Patrice lui-même. « La libération du continent humilié n'était-elle pas la plus belle entreprise du siècle ? Lumumba était persuadé que l'indépendance du Congo marquait « un pas décisif vers la libération de tout le continent africain ». L'esprit panafricain de Patrice était si profond, si sincère qu'il donnait lieu chez lui à une sorte de seconde nature. « Patrice pensait qu'il n'y avait qu'une solution : Faire les Etats-Unis d'Afrique... Il le proclama hautement à Montréal (en 1960) : Les Etats-Unis d'Afrique sont l'objectif de tous les Africains. Nous voulons ainsi mettre fin à toute domination étrangère en Afrique, à construire une Afrique absolument libre et indépendante. Nous voulons réhabiliter l'Afrique et supprimer les frontières artificielles créées par les colonias-

« listes ». Mais aucun esprit de vengeance, aucune animosité envers aucun pays : « Je suis sûr de traire les sentiments de tous mes frères africains en affirmant que l'Afrique ne s'oppose à aucune nation en particulier, mais qu'elle est vigilante devant toute nouvelle tentative de domination et d'exploitation ». Quoi de plus naturel que l'Afrique puisse assumer sa destinée ? »

Mais on sait ce qu'il est advenu. Le 17 janvier 1961 Lumumba mourrait assassiné. Il y a quatre ans... « Le monde attend toujours que soit mise en application la résolution du Conseil de Sécurité du 21 février 1961 relative à la recherche des responsabilités et au châtiement des coupables de ce meurtre. »

Lopez conclut : « Lumumba était l'Afrique en marche. Avec son assassinat, l'Afrique a été arrêtée brutalement, son élan brisé, son corps jeté à terre. Depuis lors, elle ne marche plus, elle rampe... »

« Frustrée de son indépendance par le néo-colonialisme et de son unité par la balkanisation, elle est condamnée à traverser le même purgatoire que l'Amérique latine.

« Dans l'Afrique d'aujourd'hui, tous se réclament de l'unité africaine, « mais en Amérique latine aussi, on parle d'unité depuis cent quarante ans et l'unité n'est pas venue pour autant. C'est qu'en réalité le dilemme était clair : ou l'on faisait les Etats-Unis d'Afrique, ou l'on s'abandonnait à l'américanisation du continent. »

Non seulement les 230 pages de ce volume (le texte est enrichi d'une chronologie, d'une bibliographie et de huit pages de photos) se lisent sans ennui mais on peut les aborder même si l'on n'est pas un spécialiste des questions africaines. Il faut donc souhaiter la plus large audience à ce livre et à la collection qu'il inaugure.

Les prochains titres annoncés méritent aussi de retenir notre attention : « L'Asie en mouvement » et « Fidel Castro ». En plus de ces volumes, témoignages ou documents sur des hommes ou des mouvements, la collection prévoit la publication de Cahiers périodiques sur des sujets d'actualité. Le premier cahier ainsi annoncé sera consacré au Brésil.

Jean-Louis GERARD

Informations Internationales ● Informations Internationales ● Infor

Recueillies par les militants et les correspondants du Groupe de Liaisons Internationales

ALLEMAGNE FEDERALE

Une information de routine du ministère de l'Intérieur révèle que durant l'année 1963, 123 organisations fascistes ont été enregistrées, en République Fédérale. Elles éditent 52 publications, dont le tirage total atteint 232 000 exemplaires. Cette avalanche de publications nazies est encore renforcée par l'apport de 60 revues, éditées par le fascisme international et qui pénètrent en R.F.A., provenant des U.S.A., d'Espagne et du Portugal. L'organe des mineurs de la R.F.A., « Einheit », dénonce la renaissance officielle des organisations fascistes.

(« Bohemia »).

Le général SS, Prince J. de Waldeck, qui débuta sa carrière politico-militaire en 1918, en encadrant les groupes contre-révolutionnaires qui réprimèrent le soulèvement ouvrier en Silésie, qui fut en 1934, le secrétaire de Heinrich Himmler à la Gestapo, qui fut en 1942, chef de la police et responsable du camp d'extermination de Buchenwald, est aujourd'hui, en 1965, l'un des individus les plus riches de Hesse. Il réside paisiblement dans son antique château au milieu de ses terres, et dans ce vieux palais se trouve le siège de « H.I.A.G. », l'organisation des anciens SS, qui finance de Waldeck.

(« Bohemia »).

Vingt-cinq années après l'effondrement de l'hitlérisme en Allemagne, nous retrouvons de par le monde, les anciens membres du parti nazi : — Le Dr Ernst Guenter, actuellement ambassadeur en Argentine, était en 39 un diplomate nazi à La Haye. Affilié au parti national-socialiste depuis septembre 1935 sous le matricule 3 500 174.

— Le Dr Hans Strack, aujourd'hui ambassadeur de la R.F.A. au Chili,

représenta en 1935 le régime hitlérien à Chicago, Budapest et Rome. Il commanda ensuite une colonne de SS pendant la guerre. Inscrit au parti nazi sous le n° 3 752 096.

— Hans-Joachim Ritter von Reichert, en 1965, ambassadeur au Honduras, fut chargé d'affaires à Rome en 1936, auprès de Mussolini. Il était membre du parti nazi depuis 1935.

— Heinrich Graf von Handenberg, ambassadeur de la R.F.A. à Costa Rica, était membre du parti nazi depuis 1933, matricule 2 587 251.

— Dr. Karl Alberts, ambassadeur de Bonn au Nicaragua, occupa, sous le régime hitlérien, divers postes en Pologne et en Europe Occidentale, membre du parti national-socialiste depuis 1935, il a le numéro 1 764 477.

— Dr. Heinrich Northo, ambassadeur de la R.F.A. au Pérou, représenta Hitler jusqu'en 1945 à Sofia, Pékin et Saigon. Membre du parti nazi depuis 1935, il porte le n° 3 604 851.

— Prince Alexander zu Solms Braunsfels, membre du parti nazi depuis 1937, matricule n° 4 255 672, travailla sous le régime hitlérien à Budapest, Bucarest et en Bolivie. En 1965, il est ambassadeur de Bonn au Salvador.

— Dr. Luipold Wertz, de nos jours ambassadeur de la R.F.A. en Colombie, s'affilia au parti nazi le 8 mai 1933, où il est inscrit sous le numéro 2 873 248.

Citons encore les anciens diplomates nazis, le Dr Gerhard Seeles, ambassadeur au Brésil, Dr Georg Vogel, ambassadeur en Equateur, Eckart Brist, ambassadeur au Paraguay auprès du ministre Stroessner, en compagnie de l'ancien médecin SS du camp de Auschwitz, le Dr Menzler.

(« Bohemia »).

ARGENTINE

La police de Buenos Aires a révélé qu'elle avait découvert une organisa-

tion d'extrême-droite qui semble encadrée par des nazis allemands. La police reçut un appel téléphonique, l'avertissant qu'une réunion avait lieu dans une maison isolée au milieu des bois de Ezeiza. La brigade envoyée sur les lieux se heurta à une violente résistance armée de la part des nazis. Enfin, ces derniers « décrochèrent », laissant dans le local des armes, des bombes incendiaires, des drapeaux à croix gammée et des brassards, ainsi que les plans des cantonnements militaires de Buenos Aires, des bases d'aviation et des ports. Dans l'inventaire figurait également une liste complète de tous les membres de la communauté juive de Buenos Aires. Les nazis s'approprièrent à attaquer un autocar particulier qui transportait des enfants juifs.

(« A.B.C. »).

BRESIL

Le fondateur des « Ligues paysannes », Francisco Juliao, arrêté le 4 juin 1964 à Golas, et depuis emprisonné, a été torturé par les sicaires de l'ordre nouveau brésilien. L'avocat Regina Albuquerque fait savoir, par l'intermédiaire de l'agence « Prensa Latina » que Juliao, après avoir subi de terribles tortures, a été jeté dans un cachot où il est resté 64 jours, sans même un lit pour se coucher. On craint pour sa vie.

GUATEMALA

Voici dix ans tombait le gouvernement de Jacobo Arbenz. A cette époque, le taux d'analphabètes atteignait 72 %. Au Guatemala, aujourd'hui, sous la dictature militaire du colonel Castillo Armas, 3 200 000 individus sont illettrés sur une population totale de 4 000 000, soit 80 % de la population guatémalteque.

(« Bohemia »).

HAITI

Le poète haïtien Davertige a disparu alors qu'il s'apprêtait à partir pour la France. Davertige pourrait soit être mort, soit emprisonné dans l'une des prisons du dictateur Duvalier. Par ailleurs, deux jeunes résistants ont été exécutés publiquement. La scène a été présentée pendant huit jours à la télévision. Les têtes des maquisards, Roland Rigaud, G. Villedroin, R. Jordan ont été exhibées.

(« Combat »).

HOLLANDE

L'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam vient d'acquérir la bibliothèque de notre regretté camarade Ugo Fidell.

PUERTO RICO

La résistance portoricaine contre la dictature pro-yankee de Luis Muñoz Marín communique une liste de plus de 70 résistants, dont un tiers environ sont emprisonnés dans les prisons des U.S.A., le reste sur le territoire de Puerto-Rico. Les condamnations infligées aux rebelles varient pour chaque individu de 50 ans à 485 années (!) de prison.

(« Bohemia »).

U.S.A.

A Selma, en Alabama, un pasteur noir, le révérend James Bevel, adjoint du pasteur Martin-Luther King, a été enchaîné sur son lit d'hôpital par ordre de la police, a révélé un des médecins qui le soignent. Le fait a été confirmé par l'administrateur de l'hôpital, qui a déclaré qu'il n'avait encore jamais vu « une chose pareille ».

(« Le Monde »).

UNE ACTION QUI NOUS DONNE DE L'ESPOIR

AU moment où je commence à écrire, la grève, déclenchée le 15 janvier 1965 par les ouvriers de la société « Charmilles » d'Annemasse (Haute-Savoie), tient toujours en dépit des grandes difficultés économiques que cela suppose pour les travailleurs engagés dans la lutte. Cette action sociale a pour but la revendication d'un quart d'heure de réduction de la journée de travail, sans perte de salaire, et ce qu'il y a de magnifique dans cette action, c'est que les ouvriers qui la mènent l'ont préférée à l'action pour une augmentation immédiate de salaire, comme il

leur avait été proposé.

Il est d'un grand réconfort de voir que certains ouvriers commencent à comprendre quel est le vrai combat auquel ils ont à faire face. Moins de temps de travail signifie moins d'esclavage à côté de la machine; signifie loisir, liberté, temps disponible pour s'instruire.

Magnifique a été de constater qu'un des facteurs ayant énormément contribué au durcissement des travailleurs, c'est la déclaration faite par la direction aux délégués du personnel, suivant laquelle une grève aussi prolongée est incompréhensible quand il

s'agit de revendiquer une chose aussi « futile » qu'un « simple » quart d'heure. Il paraît que, d'après messieurs les patrons, les luttes ouvrières ne devraient jamais dépasser les limites d'une lutte pour « mieux bouffer », ou, tout au plus, pour arriver à la possession de la fatidique bagnole, laquelle, en fin de compte, se présente comme l'allié le plus puissant du patronat. Suivant M. Felder, directeur de « Charmilles », la lutte pour un quart d'heure est une bagatelle, ce qui ne l'empêche pas de se donner un mal de tous les diables pour ne pas l'accorder, et ce qui revient à dire que les

ouvriers ont tort de ne pas revendiquer tout de suite la semaine de 40 heures.

On peut résumer en disant que nous sommes en présence d'un mouvement d'une très grande qualité. Le jour où de telles actions arriveront à déborder le cadre local pour devenir l'action de toute la population laborieuse de France, ce jour-là sera une date que les patrons ne pourront pas oublier avec la même facilité qu'ils oublient l'origine de leurs privilèges, c'est-à-dire, le vol et l'exploitation. Un gréviste.

LA CROISÉE DES CHEMINS

DEUX événements ont, en ce début de l'année, marqué la vie sociale du pays. C'est d'abord la prise de position du C.N.P.F. en faveur du libéralisme économique, puis le déroulement de la grève générale à la fin du mois de janvier et ces deux événements risquent d'avoir des répercussions sérieuses sur les conditions d'existence des salariés.

Où, j'entends bien, il existe une forme de raisonnement qui, cérébralement, est de tout repos et qui obtient son succès lorsqu'on le développe devant un cénacle. Cette forme de raisonnement consiste à renvoyer dos à dos toutes manifestations de cet ordre et à proclamer que seule la révolution et, etc. Le malheur c'est que, précisément, ce ne sont pas les cénacles mais les masses qui peuvent peser dans le rapport des forces et que ces masses sont « données », c'est-à-dire qu'elles existent en dehors des écoles et des chapelles. On peut regretter la psychologie qui les conduit mais ne pas en tenir compte n'est pas très sérieux et de toute manière si l'on désire les mettre en garde contre une évolution politique qui les menace, le coup de « gueule » ne suffit pas et en admettant que ces masses veulent bien écouter c'est par l'analyse de la situation devant laquelle elles vont se trouver placées que nous établirons le contact avec elles, ce qui permettra alors aux « durs » de ne pas mouïre du vent dans un désert.

Le patronat français est l'Etat

Il est de bon ton dans nos milieux de proclamer que l'Etat et le patronat ne font qu'un, ou plutôt que l'Etat est l'exécuteur fidèle des consignes du patronat. Cela a été vrai sans nuances, c'est toujours vrai avec des nuances importantes. Le développement des services de l'Etat, les nationalisations, ont fait de ce dernier un patron. La montée de la technocratie à travers la planification a donné à ce patron un caractère et des intérêts parfois différents de celui du patronat privé et l'Etat font l'unité d'action devant la colère de la classe ouvrière, dans la période qui précède la crise économique et alors qu'on en est encore au partage des profits, l'Etat et le patronat peuvent s'opposer et nous sommes dans un de ces moments-là, la dernière réunion du patronat français nous l'a bien fait sentir.

La fameuse concentration dont nous a parlé Marx et qui s'est toujours heurtée à l'individualisme du patronat privé est en voie de se réaliser sous la houlette de l'Etat qui, par sa politique de crédit, d'investissement et par les marchés importants que nécessite son équipement civil et militaire, limite le profit des patrons en faveur de son appareil, ou plutôt exige une partie de ce profit comme salaire pour les bons offices qu'il leur rend en les maintenant et en les protégeant contre les prétentions de la classe ouvrière. Mais la facture est devenue chère et le patronat a réagi pour sauver ses profits et conserver ses privilèges.

Dans son rapport au C.N.P.F. et entre autre chose, Villiers a réclamé plusieurs mesures qui intéressent à la fois l'Etat et le monde du travail.

Il a tout d'abord proclamé la légitimité du profit et cela s'adressait à la fois aux ouvriers qui le contestent mais qui n'ont pas la force de le supprimer, et à l'Etat qui ne le conteste pas mais qui en veut sa part et à la force de le prendre. Ensuite, il a proclamé sa volonté de conserver son autorité dans son entreprise, ce qui vise le contrôle ouvrier, la gestion ouvrière, mesure qui ne semble pas d'actualité mais vise plus sûrement l'Etat qui, par sa législation peut enserrer le patronat dans un réseau étroit. Enfin, il a revendiqué la liberté d'investissement et il est certain qu'il s'agissait là d'une revendication dirigée d'abord contre l'Etat.

Le patronat craint, c'est évident, de laisser se forger une étatisation qui le ferait passer sous la coupe de l'Etat suivant un système inspiré soit du fascisme, soit du com-

munisme, soit plus certainement d'un mélange hybride des deux formes d'économies autoritaires et il entend par avance se défendre contre les manœuvres feutrées qui l'enserment. Bien sûr, en dernier ressort, il préfère la forme fasciste, mais l'économie libérale fait bien mieux son affaire et il n'a pas manqué de discerner ce que j'ai déjà signalé dans ce journal qui est la convergence des économies américaine et russe dont l'une se libéralise en surface et dont l'autre se technocratise en profondeur.

La position du patronat français vient, dans le moment, de transformer la lutte économique en une lutte triangulaire et les esprits superficiels ne manquent pas de voir dans ces luttes et suivant les circonstances du moment une lutte des patrons et des syndicats contre l'Etat et à d'autres moments une lutte de l'Etat et des syndicats contre le patronat. C'est là une tentation, l'alliance même momentanée, avec l'un ou l'autre de ces adversaires, qui pourrait tenter le monde du travail. Il faut le dire, cette politique du moindre mal sonnerait le glas de ce qui reste valable dans l'organisation ouvrière.

Les syndicats et la grève

La grève du mois de janvier organisée par les centrales syndicales a été un échec malgré les cris de victoire de ces mêmes organisations syndicales. Je sais, la grève a eu lieu, mais dans un climat et après de telles concessions des organisations à l'Etat, qu'elle a perdu toute signification. Il faut chercher les raisons de cet échec.

On a dit que la grève générale qui touchait les services publics était impopulaire. Ce n'est pas la grève qui est impopulaire mais sa fréquence et surtout sa gratuité. D'autre part, les petites fédéralités ou les oppositions de clans, d'organisations de chaque central, qui règnent à la tête des fédérations, d'industries et, au-dessus de ces rivalités, celles qui opposent le public et le privé, n'avaient pas permis de proposer une revendication commune qui aurait mobilisé tous les travailleurs. Enfin, des négociations entre l'Etat et les organisations syndicales ont fini de déconstruire ce mouvement. Les concessions faites au public et à l'Etat en cette occasion ouvrent une voie dangereuse et si l'on continue dans cette direction, pour ne gêner personne, on finira par annoncer simplement une grève sans la faire, l'Etat considérant après accord avec les syndicats, qu'elle est effective.

Le gouvernement a bien senti le climat et devant l'offensive ouvrière, il s'est contenté de la politique de la terre brûlée. Il a fait le vide et aujourd'hui les travailleurs ont l'impression d'avoir fait une grève pour rien. Il faut bien le dire, si l'on continue dans cette voie, on va à une catastrophe au bout de laquelle on trouvera d'abord la suppression du droit de grève et ensuite la suppression de l'organisation syndicale. Il faut le dire, actuellement les travailleurs ne sont plus en état de mener un mouvement important par les rivalités entre les centrales. Si le mouvement ouvrier veut sortir de l'impasse où l'a poussé sa légalité, il lui faut d'abord se reformer de l'intérieur car seule une organisation renouée pourrait de nouveau entraîner la classe ouvrière au combat.

Les syndicats à l'heure du choix

L'appareil syndical est lourd et malhabile à épouser les contours de l'action sociale moderne. Au fur et à mesure que le nombre des syndicats diminue, la politique de présence dans les organismes d'Etat obligeait l'organisation à détacher ses cadres pour des travaux d'administration ou de gestion sans rapport direct avec les intérêts immédiats des travailleurs. Comités, commissions, représentations de toutes sortes et de tous genres « pompaient » les militants, les éloignaient du syndiqué de base et le travail à l'usine, au chantier, au bureau était négligé au profit de fonctions qui consistaient à « donner des conseils » suivis ou pas,

à l'administration générale d'œuvres qui incombent à l'Etat. Il n'est rien de plus urgent que de récupérer ces militants (ceux tout au moins qui le voudront bien), pour les jeter dans la bataille essentielle du moment qui consiste à refaire une classe ouvrière.

En proclamant la légitimité du profit, le patronat a prêté le flanc à la revendication des accords de circonstance et envisagé une politique syndicale qui ait comme base la suppression du profit, le contrôle ouvrier, la gestion ouvrière. Il faut arrêter les luttes sans signification pour les travailleurs.

La grève reste l'arme par excellence du combat ouvrier ; mais elle n'est possible que si trois conditions sont remplies.

La première c'est que cette grève se déroule dans l'unité et pas seulement dans l'unité d'action des syndicats, mais avec des mots d'ordre qui regroupent l'adhésion de l'ensemble des ouvriers.

Or il n'est qu'une revendication pour faire l'unité la plus large : c'est la revendication des salaires orientés contre la hiérarchie. Et les dirigeants syndicaux le savent bien, mais empêtrés par leurs techniciens qui se sont introduits à tous les échelons de l'appareil, tremblant devant ces hommes qui « savent », ils se refusent à poser le problème de la hiérarchie qui est le seul qui puisse sensibiliser les masses. C'est la seconde condition pour mobiliser les masses.

La troisième condition, c'est que cette grève soit générale et illimitée, comme le fut la grande grève des cheminots.

La croisée des chemins

Les événements du début de l'année ont précisé les menaces suspendues sur la tête des syndicats. Suppression du droit de grève, intégration et en dernier ressort suppression du droit syndical. Soyons certains qu'en cas d'aggravation de la situation économique du pays nous verrons se ressouder l'alliance du patronat et de l'Etat et alors l'organisation syndicale divisée, sans ressort, ayant perdu la confiance des travailleurs ne pesera pas lourd dans la balance.

Et pourtant, nous avons besoin de l'organisation syndicale, nous autres les militants révolutionnaires, non pas qu'elle puisse redevenir une organisation révolutionnaire, mais parce qu'elle est en période insurrectionnelle irremplaçable comme organe de transmission à tous les échelons du mot d'ordre de grève générale, parce qu'elle est une plate-forme de départ, mais surtout parce que, en période révolutionnaire, elle reste le seul organe de liaison qui permette d'orienter la production et la distribution.

Le sais que dans les cénacles, on sème du vent et que de ce vent doit sortir des structures astiquées avec passion, mais l'organisation syndicale c'est quelque chose qui existe et les révolutionnaires qui ne se font pas de cinéma ne peuvent pas se contenter de mots. Nous sommes pour la gestion ouvrière, nous sommes pour l'abolition du salariat, nous sommes pour la suppression de l'Etat. Tout cela est contenu dans la Charte d'Amiens et l'organisation syndicale, à son programme, néglige la Charte d'Amiens. Les hommes qui sont dans les syndicats négligent la Charte d'Amiens. C'est parbleu vrai et c'est regrettable. Mais les autres, ceux que vous touchez en dehors des syndicats, ils sont eux pour la Charte d'Amiens, la gestion ouvrière, la suppression du salariat ? Soyons sérieux.

Le mouvement syndical est à la croisée des chemins. Seule une transformation de sa base revendicative et l'allègement des fonctions de ses cadres peut lui permettre de redresser son orientation et de recruter une classe ouvrière. Le syndicalisme révolutionnaire, le syndicalisme libertaire, l'anarcho-syndicalisme doivent doubler d'efforts pour empêcher que ne sombre une grande espérance de libération sociale construite par nos anciens et qui est le seul cadre où puisse s'inscrire une révolution sociale.

Maurice JOYEUX.

Les origines de notre journal (II) par L. LOUVET

Lorsque j'écris « assisté de Louise Michel », il faut en déduire qu'elle fut la collaboratrice de Sébastien Faure et non la fondatrice du journal, comme cela fut imprimé en maintes et maintes fois. La manuscrite porte en effet le nom seul de Sébastien Faure, l'administration étant confiée à Louis Matha et la rédaction en chef à Constant Martin (1).

Dès le début, la collaboration se révèle brillante. Outre Louise Michel, qui dès le premier numéro se signale par un article : *Vagabonds*, il faut noter Théodore Jean qui donne trois pièces de vers ; Michel Zévaco, qui eut son heure de célébrité avec ses romans de cape et d'épée, tous imprégnés d'un esprit anticlérical de bon aloi, qui cloue au pilori Max Lebaudy, le petit sucrier, « réformé parce que mil-honnairre » alors que le malheureux Chédel, pauvre sans-souci, meurt sous la crapaudine à Biribi ; André Velaux, André Girard, Henri Dhorr talentueux et fort en vogue à l'époque. Et l'annonce déjà, du *Libertaire* quotidien, fait qui ne devait se produire que beaucoup, beaucoup plus tard.

Au numéro 4 apparaissent les signatures de Laurent Tailhade, Adolphe Retté, Paul Paillette, alors que commencent « Episodes de ma vie » par celle qui écrit *La Commune*, un des classiques parmi les écrits sur le mouvement insurrectionnel de 1871, la bonne Louise.

Mais *Le Libertaire* n'avait pas été fondé pour être un hebdomadaire sans consistance, rabâcheur de doctrines déjà connues. Il se voulait un organe de bataille, il le fut dès son cinquième numéro.

En 1882, treize années avant la parution du journal anarchiste, la région lyonnaise avait été le théâtre d'une agitation populaire intense. Le chômage, les mortes-saisons, les grèves, la sévérité des règlements d'atelier avaient engendré un violent mécontentement et la propagande anarchiste en avait été autant facilitée. J'ai fait allusion, dans le précédent article, à la série de brûlots en proie

à la répression gouvernementale. Or c'est dans le premier d'entre eux : le *Droit Social*, que parut le 12 mars 1882 l'article suivant, non signé, qui portait pour titre : *Un Bouge*.

« Il existe, dans les dessous du Théâtre Bellecour, un café-restaurant connu de la haute pégre lyonnaise sous le nom de « Café de l'Assommoir ».

« On voit là — surtout après minuit — toute la fine fleur de la bourgeoisie et du commerce : des négociants, des avocats, des journalistes, des étudiants, des policiers, des grisettes... Tout ce monde boit, mange, se gave, se soûle, se vautre, s'encanaïlle, dépense des sommes fabuleuses.

« Tel industriel, qui fait mourir ses ouvriers de privations, se gorge de truffes et de champagne ; tel avocat, qui possède de ses clients ; telle Messaline qui est vêtue de soie, couverte de bijoux, se moque de la malheureuse ouvrière forcée de passer une partie de la nuit à travailler pour gagner un morceau de pain ; tel étudiant, qui a trouvé dans son berceau une fortune, et par conséquent une instruction, tourne en ridicule l'ignorance des enfants des travailleurs ; toute cette bohème, en un mot, se pâme de la douleur des affamés.

« Et pendant que ce « jol monde » s'amuse dans ce pandémonium, le pauvre travailleur se meurt sur son grabat, rongé par la misère et nos fleuves roulent dans leurs vagues sombres les corps des filles du peuple trompées, abandonnées par les fils corrompus de la bourgeoisie !...

Il faudrait une autre plume que la nôtre pour exposer cette antithèse de la joie et de la peine, l'une se moquant de l'autre ; il faudrait un style d'ailleurs pour décrire les orgies de « l'Assommoir », il faudrait un talent d'auteur pour narrer les privations, les soucis du pauvre ouvrier.

C'est de ces bouges que sortent les trames ourdies contre les prolétaires ; c'est de ces sentines parfumées que viennent les douleurs des parias.

La maigreur des affamés a pour cause l'embonpoint des repus ; les souffrances des uns viennent des jouissances des autres. Le premier acte de la révolution sociale devra être de détruire ces repaires ; si on veut tuer le mal, il faut le frapper dans ses causes.

« Allons ! gommeux, repus, débauchés, bohèmes, bêtires, dansez amusez-vous, enivrez-vous, moquez-vous, riez, chantez, jusqu'au jour prochain, nous l'espérons, où le peuple, enfin maître de ses destinées, viendra vous demander compte de vos insolences, de vos orgies et de vos crimes. »

Vingt mois après, dans la nuit du 22 au 23 octobre 1883, une bombe éclata dans la salle de « l'Assommoir ». Lancée par qui ? Visant qui ? Nul ne l'a jamais su. Mais il y eut mort d'homme, un travailleur par malchance, Louis Miodre.

La police, dont le flair se veut sans défauts, fit un rapprochement entre l'article publié auparavant et l'attentat. Sur dénonciation probable — un des accusés du procès de Lyon fut soupçonné elle identifia un jeune homme, orateur et propagandiste libertaire, Anne-Marie Cyvoct, comme l'auteur de l'article incriminé. Réfugié en Belgique, il fut extradé, passa aux Assises, et fut condamné à la peine capitale pour « complicité morale », les débats ayant démontré qu'il n'était pas l'auteur réel de l'acte terroriste.

Amorcée par Sébastien Faure, la campagne du *Libertaire* allait apporter des précisions décisives sur l'affaire Cyvoct, par la plume de Bordat, animateur du *Droit Social* au moment où paraissait l'article : *Un bouge*, qui allait révéler le nom du véritable auteur du papier tout en restant évasif sur celui de l'homme à la bombe.

Ce point d'histoire, enfin élucidé, fera l'objet de ma prochaine étude.

(1) Militant anarchiste de valeur. Avait joué un rôle effacé, mais utile, durant la Commune.

LA SOLITUDE DU COUREUR DE FOND

Il y a deux révoltes. Celle d'un peuple en armes qui lutte pour son indépendance et sa liberté, et celle de l'individu qui ne se bat pas pour son pays, sa race ou son organisation, mais pour sa dignité propre. Cette seconde révolte est tout aussi passionnée que l'autre, et revêt parfois un identique caractère de violence. C'est celle du personnage de « Solitude du coureur de fond ».

Tony Richardson, un des meilleurs réalisateurs de la nouvelle école anglaise, nous avait déjà donné avec « Un goût de miel » un chef-d'œuvre de sensibilité et de tact? On retrouve dans son dernier film cette étude de la banlieue ouvrière de Londres, les ménages dissolus et bâtarde, qui servaient de toile de fond à « Un goût de miel ».

Imposé en Europe par le succès mérité de son film « Tom Jones », Richardson a choisi de rester dans la simplicité linéaire et dans les intentions à peine suggérées qui caractérisent son cinéma.

Richardson possède une écriture cinématographique semblable au style littéraire d'un Jack Kerouac. Un style coulant et s'enchaînant d'un bout à l'autre du film ou du livre, mêlant idées ou possibilités d'idées.

Dans la majeure partie des films traitant de la jeunesse délinquante, la société est symbolisée par un personnage ou une institution. Dans le film de De Sica « Sciuscià », c'est la justice. Ici, la société, ce sont non seulement les éducateurs de la maison de redressement, les flics qui s'acharnent, tantôt par la menace, tantôt par l'hypocrite espoir d'une peine légère sur le jeune voleur. Mais dans ce film, et c'est là une partie de son originalité, la société c'est aussi la bassesse des individus qui la composent. La mère du voleur, ouvrière inconsciente et bourgeoise, son amant, sorte de faux bourgeois veule, personnage qui semble avoir marqué l'auteur, puisque l'on retrouve un semblable « beau-père » dans « Un goût de miel ».

La société, c'est aussi le train pour Londres, le prix de la chambre d'hôtel qu'il faut posséder pour pouvoir faire l'amour, l'abrutissement de la télévision, meuble qui, par son importance dans une petite pièce des faubourgs

ouvriers, attire l'œil de celui-là même qui s'en moque et réagit contre la mise en condition de l'homme.

Le premier contact de Smith, (le « Dupont » anglais) avec la révolte individuelle a lieu au moment de la mort de son père. Le vieil homme souffre et refuse de prendre le moindre médicament. Peut-être l'ouvrier usé met-il dans cette absurde volonté sa dernière liberté d'homme, sa volonté non pas de survivre, mais de posséder son existence et d'avoir droit de vie et de mort sur lui-même.

Ce qui pour chacun peut paraître normal, que l'on oblige un homme perdu à se soulager contre son gré, choque profondément son fils Smith, et lui fait prendre conscience de sa volonté d'homme, qu'il essaiera d'imposer en opposition à l'amant de sa mère.

Encore inconscient de sa propre dignité, il acceptera la chance qui lui est offerte de quitter avec « un métier » la maison de redressement.

Le directeur, maniaque sportif, lui laisse entendre que s'il est vainqueur d'une course de fond, il risque d'être bientôt libéré.

Au moment de gagner la course, Smith revera sa vie, comme le fait, paraît-il, un homme sur le point de mourir. Il prend alors conscience de sa réalité d'individu. Il sent que sa victoire dans l'épreuve sportive sera une victoire de flic, une victoire pour la société, une victoire de vaincu, de soumis. Délibérément il s'arrête, se laissant distancer.

Cette aliénation volontaire de la liberté physique est la condition de la liberté morale du héros. La liberté de corps devra être conquise contre l'autorité, et non avec sa complicité.

Le film se terminera sur l'image fixe des jeunes gens parmi lesquels se trouve Smith, redescendant d'un poste privilégié à celui du commun des prisonniers, réparant des masques à gaz tandis que s'élève un alléluia venant de la salle voisine.

Il faut dire un mot de l'efficacité du montage en coup de poing et de la caméra très mobile de Richardson (scène du cantique alternée avec des flashes du passage à tabac d'un jeune évadé qui vient d'être repris) et surtout de l'extraordinaire création de

l'acteur Tom Courtenay, qui réussit à dégager de son visage brutal et en apparence inexpressif tout un monde de violence et de tendresse.

C'est la révolte de l'individu qui, à raison, estime avoir le droit de disposer de son jugement, et de refuser de recevoir ou de dispenser le principe d'autorité.

Ce film décrit une blessure qui s'ouvre sur la révolte.

Jean ROLLIN.

« POUR L'EXEMPLE »
de Joseph LOSEY

1917, troisième année de guerre : c'est l'année de la lassitude, des rumeurs de paix, mais aussi des mutineries dans les lignes françaises.

« Pour l'exemple » nous conte le drame du soldat anglais Hamp (Tom Courtenay). Il en avait assez « d'entendre le bruit du canon » comme il le dira plus tard, il est donc parti à travers les lignes françaises vers la côte, vers son pays : il sera pris. Le film est le récit de son procès : la conversation avec son avocat (le remarquable Dick Bogarde), le procès proprement dit, la sentence de mort et l'exécution « pour l'exemple », pour remonter le moral, quelques heures avant une attaque à laquelle participe son unité.

A première vue, c'est un de ces films qui dénoncent la guerre, mais une injustice particulièrement criante dans ce massacre universel, ignorant de ce que la plus grande injustice est l'existence même de cette guerre.

En fait rien de cela ici, Losey cerne et dénonce les illusions et les mythes qui commandent les actes des individus face à face dans la guerre et éventuellement leurs véritables motivations.

Pourquoi le soldat Hamp s'est-il engagé, engagé volontairement? Pour combattre « l'odieux Guillaume », bien sûr, mais en fait pour ne pas donner prise aux sarcasmes de sa femme et de sa belle-mère. Jamais il ne croira à la possibilité de sa condamnation à mort; sa propre mort échappera d'ailleurs à sa conscience de simplet, obscurci par l'alcool que lui administreront ses camarades. Bref un homme dont la conscience n'est que vide et illusions, cédant à son propre vertige, et qui

Les garçons
de la rue
sont de retour

Quatre garçons « sympa » au possible, beaux, athlétiques et qui ne ressemblent à personne... Quatre garçons qui semblent échappés des dessins de Dubout et parfois de Peynet.

Les voilà de retour... Avec eux, la Rue a repris sa place sur la scène... la RUE des funambules, la RUE des poètes, la RUE de la Cloche, la RUE chantée par les troubadours, la RUE qui s'échappe de la ville et s'installe, la gouaille aux lèvres, pétaradante, malicieuse, fourmillant d'inventions cocasses...

Les voilà de nouveau qui empoignent la chanson, l'étreignent, la compressent, la lubrifient de trouvailles exquises, d'images inédites qui sont pour nous une source de plaisir intense où l'émotion, le rire s'entremêlent au rythme trépidant de leur incomparable fantaisie. Les plus difficiles, les plus rébarbattis sont conquis... On les écoute, on les savoure, on ne veut plus les laisser quitter le plateau. Leur talent fait tache de lumière et de joie dans un programme et leur absence avait laissé pour beaucoup de nous une nostalgie ravivée par leurs aeries qu'on nous déverse chaque jour.

Dans quelques semaines, ils vont planter leurs tréteaux « A la Fontaine des Quatre saisons » qui va rouvrir ses portes.

Gageons, comme chaque fois que nous les avons vus programmés, que les applaudissements, les rappels, feront rage à leur passage...

Suzy CHEVET.

sera pris comme un rat, dans la logique de son engagement.

Film sur la réalité de la guerre et son incarnation dans son mythe (le début est à cet égard assez significatif) sur la position de l'individu dans le jeu de massacres; il n'est pas le meilleur de Losey mais en voute par l'opacité de son atmosphère, des images sombres comme la boue que piétinent les soldats et où ils vont s'abimer sans que jamais ni leur vie ni leur mort n'aient eu un sens pour eux.

Henri STERN.

A TRAVERS LES REVUES

NOIR ET ROUGE

Avec son numéro 28, « Noir et Rouge » change de présentation, la revue imprimée succédant aux temps héroïques de la ronéo. Ces « cahiers d'études anarchistes-communistes » semblent bien partis pour devenir la revue théorique qui fait encore défaut au mouvement libertaire français. L'équipe de « Noir et Rouge » réunit certaines conditions qui lui permettent ce développement : un travail coordonné et patient, la conscience à la fois des lacunes à combler et des possibilités qui s'offrent actuellement à l'affirmation anarchiste, l'unité idéologique sans exclusive sectaire. L'effort fait par le groupe pour étendre le cercle de ses collaborateurs devrait accélérer la progression de la revue en apportant plus de variété dans le choix des sujets, en élargissant les perspectives sur l'activité intellectuelle présente.

Il faut porter aussi à l'actif de la revue son souci de suivre de près la production intellectuelle du mouvement anarchiste sur le plan international. Nous ne pouvons que regretter d'être si peu au courant des travaux de nos camarades anglais, italiens, espagnols, etc. Ce numéro 28 publie un bon exemple de collaboration internationale : une conférence de Lain-Diez faite à Santiago-du-Chili et traduite par l'auteur lui-même, « Pour une systématisation de la pensée anarchiste ».

Lain-Diez y souligne la nécessité de dépasser les points de vue trop parcellaires, et propose quelques lignes de force d'une synthèse libertaire. Le terme même de système, qui implique une philosophie dogmatique et fermée sur elle-même, est sans doute mal choisi. Il n'en reste pas moins que le besoin d'une théorie qui coordonne les différentes orientations de la recherche et de l'expérimentation libertaires se fait de plus en plus pressant.

Autre contribution intéressante : la traduction de deux articles de Camilo Berneri (octobre 1936) sur la théorie et la pratique marxistes de l'Etat. A citer encore « Espagne 1964 » d'Israël Benof, des impressions de voyage en Yougoslavie, d'utiles notes de lecture

par P.C. Vidal, et bien entendu l'éditorial qui précise les positions et les projets du groupe (Lagant, B.P. 113, Paris-18^e, 1,70 F). (1)

FRONT NOIR

Le sixième cahier de « Front Noir » reprend le problème des rapports entre poésie et révolution. Les auteurs de l'article s'en prennent une fois encore au groupe surréaliste, l'accusant de végéter sur l'exploitation artistique et littéraire des découvertes passées. Mais la critique, cette fois-ci, fait un pas de plus : analysant l'attitude des surréalistes depuis les débuts, « Front Noir » met en évidence le fait qu'ils ne sont « jamais arrivés à se libérer des « deux composantes fondamentales de la pensée de la gauche contemporaine, le jacobinisme révolutionnaire et l'historicisme hegelien, fondus dans le moule du marxisme-léninisme ». L'alignement du surréalisme sur le programme de la Résistance révèle avec une netteté particulière l'évolution des surréalistes selon la logique d'une conception jacobine et blanquiste de la révolution qui exclut toute possibilité d'action hors du cadre d'une organisation structurée regroupant « l'avant-garde du prolétariat ».

Contre la dégénérescence de la poésie, « Front Noir » rappelle que « l'activité poétique par excellence est l'activité créatrice humaine, le travail humain libre », et qu'en ce sens le poète ne peut que lutter au sein même du mouvement d'émancipation sociale, l'activité poétique individuelle s'épanouissant naturellement dans l'activité révolutionnaire collective. A condition qu'elle s'inscrive dans des formes d'organisation qui respectent et développent l'initiative et la responsabilité des participants. Le groupe « Front Noir » préconise le « socialisme des conseils », et prend de plus en plus de distance par rapport à ses premières positions léninistes.

Au même sommaire : « Humanisme et socialisme », de Paul Mattick. (« Front noir », B.P. n° 9, Paris-12^e, 3 F) (1).

R.F.

(1) En vente à notre service de librairie.

TÉLÉVISION

Par les lucarnes élyséennes

ACTUALITÉS. — Un homme est mort. Mort, parce que meurent tous les hommes. Et ainsi, parce que tel foudre de guerre a rendu son âme au cimetière des Lions affamés, Dame Télé, avec ses gros sabots de fiéffée hypocrite, a décapité ce pourfendeur d'Anglais qu'est notre frétilant Thierry national. Autrement dit, pour un soir, le melon et la tige britanniques se sont substitués à l'épée et à la fronde du Seigneur de Janville. Quelles mœurs !

Certains, mal intentionnés, ne vont-ils pas jusqu'à dire que nos actualités se répètent. C'est faux ! La Vie et la Mort de W. Churchill, obsèques comprises, n'ont été programmées qu'environ dix toutes petites heures au cours de la semaine; quant à la conférence de presse de de Gaulle, elle n'a eu droit qu'à environ cinq heures d'antenne, mais il faut dire, que les deux chaînes crachaient ensemble.

LES FEUILLETONS. — Je regrette quelque peu ma précédente chronique sur « La Chambre à louer », ce feuilleton, comme le vin, s'était bonifié en vieillissant. H. Serre et O. Hussenot étaient pleins d'intelligents présences.

Quant au Saint (2^e chaîne), qu'on le baptise qu'on le canonise, mais qu'on l'enlève...

L'actuel Robin des Bois nous fait regretter le temps du muet, ce qui n'est pas peu dire !

THEATRE. — Ruy Blas sur la 2^e chaîne fut excellent dans son ensemble. Les décors de Maurice Valay, pleins de profondeur, d'ombres et de lumières, étaient grandioses, J.-F. Poron fut un Ruy Blas mieux qu'acceptable, tandis que J. Topart, toujours excellent dans l'ironie, se complut à mélodramatiser tout ce qui n'est que tragédie pure; seul J. Piat incarna un Don César tout de verve et de maîtrise.

Donadieu. — Le drame de Fritz Hochwaller, dans sa rigidité décorative; par

"L'Opposition Artistique"

À la suite des articles parus dans notre journal sur les mafias de la peinture, des lecteurs ont demandé ce que devenait l'Opposition Artistique (1) porte-parole de l'Organisation des Forces Artistiques (2). Nous sommes en mesure de répondre aujourd'hui : le n° 2 est paru (3).

Au sommaire : des textes de Benoist Rey, de Suzanne Bernard, de Claude Laloum et de notre camarade Jean Rollin ainsi qu'un entretien avec des travailleurs de l'entreprise Hispano-Suiza.

Pour ma part, je voudrais signaler tout particulièrement le premier fragment de « L'arme à gauche », par Benoist Rey. En 1961, les éditions de Minuit avaient osé publier ses « Egoirs » (4). En 1964, personne n'a osé publier « L'arme à gauche ». Pour-

quoi ?

La thèse de Laloum « Pour l'organisation d'une opposition artistique et culturelle en France » et l'article de S. Bernard « Ici maintenant » répondent aux questions que l'on peut se poser sur ce que veut l'Opposition Artistique.

L'article de Rollin est un appel à la défense des droits des auteurs de films.

En dernière page, le dialogue enregistré au magnétophone constitue un excellent reportage documentaire et surtout une base de réflexion sur les rapports des travailleurs avec l'art.

J.L.G.

- (1) Cf. le M.L. n° 105, octobre 1964.
(2) Cf. le M.L. n° 106, novembre 1964.
(3) En vente à notre librairie, le numéro : 1 F.
(4) Cf. le M.L. n° 70, mai 1961.

Depuis, Peter, Paul and Mary sont retournés aux Etats-Unis. Ils ont continué à travailler leurs chansons. Ils ont enregistré leurs premiers disques et petit à petit le vent de l'exportation américaine, nous les a ramenés. Cette fois, Boris Vian les découvrirait à tous les pacifistes et libertaires. Ils nous amenaient une version très originale du « Déserteur ». Avec un ton « yé-yé » et intellectuel (mais oui cela existe), cela vous incitera certainement à écouter leurs autres chansons comme « Quit your low ways », « The long chain » ou encore « The times they are a-changin' ».

Nous entendrons parler de ces deux garçons et de cette fille, Peter, Paul and Mary.

Nous vous rappelons que vous pourrez trouver leurs disques à notre librairie.

M. M.-L.

LA PRESSE FRIVOLE

« On n'en finira donc jamais avec tous ces N. de D. de princes ! »

M. MAC-NAB.

Ce qu'elle n'est pas. — Elle n'est pas la presse « du cœur » (Confidences, Intimité, Nous Deux et les innombrables romans-photos édités par C. del Duca) ;

— Elle n'est pas la presse « à scandales » (France-Dimanche, Ici Paris, Minute) ;

— Elle n'est pas non plus la presse « légère » (Paris-Flirt, Stop, La Vie Parisienne).

Ce qu'elle est. — Elle est le reflet d'une prétendue élite sociale, minorité imbue de ses privilèges toujours vivants malgré 1789 ;

— Elle est le miroir des passe-temps d'une certaine jeunesse que d'aucuns disent « dorée ».

Localisation. — En dehors du « carnet » de la revue de grand luxe VOGUE et de certains échos de la revue masculine de luxe ADAM, elle se limitait jusqu'à une date récente à une page de l'hebdomadaire d'extrême-droite AUX ECOUTES DU MONDE.

Depuis peu, elle s'étend à l'hebdomadaire photographique POINT DE VUE (du groupe AMAURY : Le Parisien Libéré, Carrefour, Marie-France) spécialisée d'autre part dans les têtes couronnées.

« Tenue de ville... tenue de soirée ». — Ainsi s'intitule la fameuse page d'« Aux Ecoutes » dont les comptes rendus anonymes (mais les initiés savent, eux, qui tient cette précieuse chronique) s'ornent d'un croquis sur le vit dû à un certain Régis MANSET.

La page de « Point de Vue » s'intitule « 7 Jours du Monde et de la Ville », elle est l'illustration photographique des comptes rendus d'« Aux Ecoutes ». Tout ce que la noblesse vraie ou fausse et la grande bourgeoisie compte de rejets gourmés et de péronnelles à marier défile en caractères gras dans ces lignes qui valent leur pesant d'or.

Qu'est-ce que ça peut bien nous faire que le comte Jacques de RICAMONT ait reçu quelques amis ? que pour ses filles Marie-Caroline et Ariadne (sic) le comte Ramolino de COLLALTO ait invité sept cents (1) personnes avenue Foch ? D'ailleurs, la même semaine, Ariadne (encore elle) n'avait-elle pas été en vedette, d'abord « dans une charmante propriété à Versailles », ensuite « dans un club situé dans le ténébreux quartier de Saint-Julien-le-Pauvre » ? Pendant ce temps, Marie-France de CONTENTIN puisait à la louche dans « une énorme bassine remplie de sangria ». Oui, qu'est-ce que ça peut bien nous faire ? Mais Passerose (sic) RUEFF « dans une somptueuse robe en lamé noir et or » a reçu quelques amis, l'attraction originale de la soirée fut une pompe à... whisky. Hugues BURIN des ROZIERES, Sophie SERVAN-SCHREIBER, Florence COUVE de MURVILLE, Alain MALRAUX et toute la clique des princes, princesses, ducs, duchesses, comtes et comtesses n'en manquent pas une. Pourquoi se gêner ? Quand on en a les moyens, on peut (comme dit le chroniqueur) danser « jusqu'à l'aube, la conscience tranquille ». L'usine, c'est pour « les autres ». Qu'est-ce que ça peut bien nous faire ?

Jean CLAUDE.

DISQUE

"PETER, PAUL AND MARY"

Il y a quelques années, devant la file de gens qui attendaient la prochaine séance de cinéma, trois jeunes américains les faisaient patienter pour quelques centimes. Comme on peut en voir de plus en plus, ces trois « vagabonds » chantaient des airs de folklore en faisant du bruit avec leurs guitares. Le Quartier Latin se prêtait bien pour ces concerts anonymes.

A l'époque, leurs chansons étaient réservées uniquement à ceux qui connaissaient la langue anglaise. Si vous aviez cette chance, vous aviez un régal bien fourni par ces trois « Brunsens » étrangers.

LE LIVRE DU MOIS par Maurice Joyeux



LE CURE MESLIER

de Maurice Dommanget
Julliard Editeur

Voilà, dans l'excellente collection que dirige Maurice Nadeau, un ouvrage capital, sur un des esprits les plus curieux de l'ancien régime. En 1729, Jean Meslier, curé d'une petite paroisse des Ardennes, Etrépiigny, meurt en laissant un ouvrage posthume le « Testament » qui aujourd'hui encore étonne par la hardiesse de ses conceptions philosophiques et sociales.

Certes, on connaissait Jean Meslier dans les milieux d'avant-garde mais les études qui lui avaient été consacrées étaient fragmentaires et passaient sous silence la partie capitale du « Testament » qui, débordant le problème de la foi, remet en cause l'organisation politique et économique du pays. Maurice Dommanget, dans une étude précise et fouillée a réins-tallé le curé dans son temps et a, pour nous, entrouvert les pages d'un livre dont l'importance paraît capitale et qui en tout cas déborde et de loin les réveries humanitaires des encyclopédistes.

Jean Meslier, après avoir pendant quarante ans exercé son ministère est mort athée en faisant à son manuscrit ses dernières confidences. Écoutons-le :

« Que les prêtres, que les prédicateurs, que les docteurs, que tous les auteurs de tels mensonges s'en scandalisent et qu'ils se fâchent tant qu'ils voudront après ma mort ; qu'ils me traitent alors s'ils veulent d'impie, d'apostat, de blasphémateur et d'athée, qu'ils me disent pour lors tant d'injures, qu'ils me chargent de tant de malédictions qu'ils voudront je ne m'en embarrasse guère puisque cela ne me donnera pas la moindre inquiétude de l'autre monde. »

Mais si le curé d'Etrépiigny après avoir longuement médité sur les textes sacrés rejette « ces discours et prédictions insensés » s'il se penche sur leurs contradictions, s'il dénonce les miracles comme « ridicules » ce n'est là qu'un aspect de son propos et passant de cause à effet, il va alors examiner la condition de l'homme dans la société où il vit. Après avoir condamné la servilité générale, s'être élevé contre le roi, les nobles et les prêtres qui « exploitent et boivent le sang du pauvre paysan », il demande aux hommes de prendre

conscience de leur condition humaine. C'est un long appel à leur union pour leur délivrance et alors Meslier déborde largement tout ce qu'ont écrit les esprits libres de son époque. Écoutez-le à nouveau :

« Tournez toute votre haine, toute votre indignation contre vos ennemis communs, contre ces orqueilleurs et ces superbes races de gens qui vous tyrannisent, qui vous rendent misérables et qui ravissent tous les meilleurs fruits de vos travaux. »

Le curé préconise des moyens radicaux. Le refus d'obéissance, le refus de travailler pour les riches, ce qui, en fait, est un appel à la grève générale. Il nous fait encore l'écouter lorsqu'il condamne l'exploitation :

« Vous étounez-vous, pauvre peuple, que vous ayez tant de mal et tant de peine dans la vie ? C'est que vous portez tout le poids du jour, vous êtes chargés de tout le fardeau de l'Etat. »

Enfin il découvre le moyen de lutte qui mettra fin à la tyrannie.

Il y a assez longtemps que ces horreurs et ces superstitions régissent sur le monde ; il y a assez longtemps que la tyrannie règne. Il serait temps d'y mettre fin.

Révolutionnaire, le curé Meslier est contre les patrons, les seigneurs, l'Etat. Il ne croit pas qu'on puisse s'entendre avec eux et il fait appel à la révolte pour abattre le seigneur, à la raison pour délivrer l'humanité des dieux de circonstance. Il est le précurseur du communisme-libertaire et Dommanget qui, l'a bien compris nous le fait sentir en comparant ses principes communautaires avec ceux des réformateurs qui viendront après lui : Babeuf, Maréchal, Buonarroti, etc.

Mais le mérite du livre de Dommanget ne s'arrête pas là. Il nous conte l'histoire du manuscrit et de ses copies, les tribulations du curé tombé entre les mains d'une mouture à sa façon où naturellement tout l'aspect social a disparu. Enfin en cherchant les sources qui ont pu inspirer Meslier, Dommanget nous fait pénétrer dans tout ce petit monde des esprits libres du XVII^e siècle, généralement ignoré du lecteur et qui pourtant joua un rôle considérable dans l'évolution des esprits et prépara la Révolution.

Maurice Dommanget a écrit un livre passionnant dont on ne se lasserait

pas de parler et qu'il faut lire car c'est une des pierres les plus importantes à l'édifice qu'il a entrepris et qui lui fait autant d'honneur qu'elle fait honneur au monde du travail qui en est le sujet.

SUR LE FASCISME

de Daniel Guérin
François Maspéro, Editeur

Guérin réédite les deux volumes de son œuvre sur le fascisme et ces livres qui ont apporté une contribution sérieuse à la connaissance de notre temps auront surtout le mérite de nous faire mieux connaître les insuffisances des partis politiques de gauche devant la montée de la peste brune. Le premier de ces volumes est une enquête. Guérin, le sac au dos parcourt l'Allemagne et il va être le témoin de la lente désagrégation de ce pays sous les coups du chômage et de la peste brune, désagrégation accentuée par la politique du parti communiste et la social-démocratie. De retour à Paris, Guérin, essaiera de faire connaître la situation catastrophique qu'il a observée mais il se heurtera au confort intellectuel des politiciens de gauche. Le second volume est une étude sociologique de qualité sur les raisons qui ont amené le fascisme et des rapports de celui-ci avec le grand capital « avec des textes à l'appui ». Tout cela offre un intérêt certain et on ne relira jamais assez les travaux qui expliquent ce phénomène monstrueux. Mais pour ma part, ce qui m'a le plus passionné dans cette œuvre, c'est incontestablement l'introduction que Guérin a placée en tête de son ouvrage. Dans quelques pages nerveuses, qui mériteraient d'être tirées en brochure et distribuées aux travailleurs, il tire les conséquences de la politique des partis communiste et socialiste français pendant la période qui coïncide avec la montée du fascisme de l'autre côté du Rhin. Pour les vieux, ces pages rappellent des souvenirs, pour les jeunes, elles seront d'un enseignement précieux. Bien que placées en tête du premier livre elles sont en naturelle conclusion sur la carence d'un mouvement ouvrier qui n'a pas su voir à temps le péril qui menaçait la classe ouvrière internationale.

DES ROSES POUR APOLLON

par Joachim Fernau
Robert Laffont, éditeur

Voilà un ouvrage délicieux, bien propre à la détente et qui en même temps formera le goût du lecteur. Fernau nous raconte l'histoire grecque à sa manière et sa manière consiste justement à rétablir les héros

et les dieux dans la vie courante, à les humaniser. Leur confrontation avec la vie quotidienne du peuple grec, deux mille ans avant Jésus-Christ, offre des situations savoureuses. Achille, Périclès, Alexandre, Socrate, Platon, Pythagore nous sont restitués grandeur nature et débarbouillés de l'olivier cueilli sur l'Olympe. Fernau aime la civilisation grecque mais il n'est pas toujours tendre avec les valeurs consacrées par un humanisme de professeur qui oublie trop souvent qu'aux portes du sanctuaire de Delphes, on voit encore les humbles cabanes des savetiers et des marchands de bondeuserie de l'époque. Ce qui peut-être est le plus instructif pour nous c'est de découvrir à travers l'histoire de la Grèce celle d'Athènes, cité molle qui fabrique à la fois des légendes et de la misère pour enrichir une poésie qui bercera pendant des siècles la douleur des hommes.

Légendes détruites, demi-dieux remis à leur vraie place ! Le souriant livre de Fernau nous livre la clé de l'âme méditerranéenne que l'histoire nous a transmise intacte jusqu'à nos jours.

COLLECTIONS POPULAIRES

LES ESSAIS de Montaigne (L.P.). En trois volumes, ce monument de notre langue et de notre pensée vient d'être publié dans le Livre de Poche. Disons que c'est une œuvre à prendre à dose légère bien que dans cette édition photographique ait été modernisée.

MOBY DICK d'Herman Melville (L.P.). Je sais qu'il n'est bien vu de personne, de bousculer les idées reçues. Ce livre pourtant a terriblement vieilli. Le style souvent pesant, des détails de toutes sortes envahissent une anecdote qui a conservé son caractère passionnant.

HISTOIRE DU CINEMA, Tome II de Bordèche et Brasillach (L.P.). Ici le deuxième tome de l'histoire du cinéma et on peut constater que les défauts d'objectivité dont je parlais lors de la parution du premier tome se sont encore aggravés. Enfin l'auteur croit-il vraiment que ses jugements partisans échapperont au lecteur sérieux ?

LES AMOURS de Ronsard (L.P.). Enfin les poèmes qui ont conservé toute leur fraîcheur, qu'on peut lire autrement que le dictionnaire au poing et l'aspirine sur la chemise à portée de la main. Ça valait d'être signalé.

LA NEGRESSE BLONDE, Georges Faurès (L.P.). Lorsqu'on pense que cette « poésie » a fait courir tout Paris en 1909, on doit bien convenir que la Belle Époque ne péchait pas par excès de goût !

UN METIER DE SEIGNEUR (L.P.). Dans ce beau livre de P. Boule qui est le livre de la lâcheté, l'auteur nous présente un résistant faible devant toutes les tortures et qui se retrouve lorsqu'il s'agit de défendre sa légende.

LA CONDITION OUVRIERE, de Simone Weil (Idées). Cet ouvrage est un recueil de lettres et d'articles d'inégale importance parus dans la « Révolution prolétarienne » ou dans « Terre Libre ». L'auteur nous retrace son expérience dans une usine de métallurgie. Le malheur est que, pour une intellectuelle comme pour un prêtre, l'expérience dans une usine est une expérience dont on peut sortir lorsqu'on le désire, alors que pour le « vrai » prolétaire, c'est une chaîne à laquelle on est rivé. D'où une différence quant à la façon de sentir les problèmes.

Sur la nouvelle émigration espagnole

LES dernières années, l'émigration contrôlée des travailleurs espagnols vers les pays de l'Europe occidentale — sans parler de l'émigration clandestine qui, dans certains cas, double les chiffres officiels franquistes — a connu un développement progressif : 59 275 ouvriers traversent la frontière en 1959 ; 79 775 en 1960 ; 146 269 en 1961 ; 186 097 en 1962 ; 200 285 en 1963. Les services espagnols de l'émigration n'ont pas encore publié les totaux pour l'année 1964, mais il semble que le chiffre soit beaucoup plus important que celui de l'année précédente. Les perspectives pour 1965 — étant donné les variations de l'emploi dans certains des pays qui reçoivent de la main-d'œuvre étrangère —, ne sont pas très prometteuses. Nous employons, bien entendu, ce terme dans son acception franquiste, c'est-à-dire en considérant l'exportation des ouvriers comme un élément financier d'importance exceptionnelle (ces dernières années, les envois de fonds effectués par les émigrants ont soutenu de près les entrées de devises fournies par le tourisme. Ces deux sources de devises sont la meilleure base des finances espagnoles.

Sans faire état de multiples difficultés que connaissent ces nouveaux émigrés, dans les pays qui profitent de leurs efforts — conditions de travail presque toujours inhumaines —, je voudrais parler aujourd'hui des rapports de ces actuels émigrants avec leurs prédécesseurs de la guerre civile, incluant dans cette première émigration les hommes qui ont passé la frontière postérieurement, fuyant l'implacable répression policière qui accompagne les actes de résistance.

Après l'arrivée massive des « bonnes à tout faire » (besogne dont les jeunes filles françaises ne veulent plus se charger, et elles ont bien raison !), commença à déferler la nouvelle vague des ouvriers espagnols. Les anciens émigrés (les libertaires comme les autres) s'isolèrent dans leur tour d'ivoire en disant : « Ces gens-là n'ont rien dans la tête, il ne nous faut pas perdre notre temps avec eux ». L'échec des premières rencontres justifiait, en partie, cet avis. Pourtant, peu après, cet isolement devenait injustifiable : il suffisait de considérer le volume de cette nouvelle émigration, d'observer la variété des professions représentées, pour en comprendre l'importance et réaliser l'absurdité de cet entêtement à vouloir l'ignorer. Bien qu'absurde, c'est cependant cette position qui a prévalu.

Ainsi, favorisées par la dispersion des anciens émigrés, les vagues successives des nouveaux arrivants devaient donner un caractère différent à la présence espagnole dans les pays d'Europe occidentale. Presque partout — et plus particulièrement dans les grands centres industriels — les anciens émigrés furent numériquement écrasés. Dans le bâtiment, ainsi que dans certaines usines, l'avance de la nouvelle émigration fut d'une rapidité surprenante. Cependant, ailleurs, les anciens émigrés, plus ou moins isolés, ne se rendaient pas toujours compte du changement qui s'opérait. Pour certains camarades, la révélation eut lieu au hasard d'une promenade, à Paris ou ailleurs. Pour d'autres, ce fut sur un terrain de « football » où ils assistaient à un match entre les équipes de France et d'Espagne. Ils avaient l'intention, comme lors de précédentes rencontres, de faire un peu de bruit et d'interrompre l'interprétation de la Marche Royale, hymne adopté par Franco. La fanfare commençant l'exécution de l'hymne, ces camarades se mirent à l'œuvre, mais, à leur grande surprise, d'autres Espagnols (nouvelle vague), mus par le ressort patriotique, se mirent à applaudir sans savoir pourquoi. Ils étaient plus nombreux, beaucoup plus nombreux que les anciens émigrés. Il y avait donc quelque chose de changé.

Le passage de la frontière est un défilé continu. Dans chaque gare pyrénéenne, et Hendaye en particulier, le même spectacle lamentable : des ouvriers arrivent, généralement mal habillés — à présent, les trois quarts des émigrants sont des manoeuvres ou des paysans —, portant des malles en bois ou des

sacs rapiécés. Ils sont parfois suivis des femmes et des enfants, chargés de paniers et de paquets de toutes sortes, et cela rappelle les évacuations du temps de la guerre. Des centaines de milliers d'Espagnols vivent donc aujourd'hui, non seulement en France, mais dans des pays où l'émigration était jusqu'ici infime, la Belgique par exemple, d'autres encore où il n'y avait jamais eu, sinon par exception, d'ouvriers espagnols : Allemagne, Suisse, Pays-Bas. En Grande-Bretagne, où ils assurent le service domestique, et en Norvège, où ils sont employés comme marins et pêcheurs, les émigrants sont moins nombreux. Ces groupes d'émigrants ont tous un comportement semblable, fait de méfiance et d'indifférence, envers les anciens émigrés, nuancé seulement par l'influence de la région ou du milieu social d'où ils procèdent. Il est évidemment des exceptions ; en particulier chez les jeunes qu'agitent les préoccupations sociales et qui manifestent un grand désir de savoir. Ce sont, en général, des fils d'anciens militants. Mais il s'en trouve aussi, issus d'autres milieux, et non moins intéressants. Dans l'ensemble, le but de leur émigration est de réunir un peu d'argent pour retourner dans leur pays, et acheter là-bas un appartement, ou garage, ou une paire de bœufs, ou une douzaine de chèvres.

Il est évident que le contact de ces gens avec des milieux si différents de celui d'où ils sont issus, doit opérer une transformation dans leur esprit. Imprégnés, malgré eux, des nouvelles idées et des nouvelles formes de vie, ces émigrants devront faire quelques réflexions élémentaires sur leur condition et sur le malheur de leur pays, dont l'administration, tout en se vantant d'un progrès sans égal, oblige tant de familles à traverser la frontière, pour ne pas périr, faute de tout ce qui est nécessaire. Nous avons la preuve de cette évolution de la conscience de l'émigrant, dans les réactions que l'on peut noter un peu partout. L'Eglise elle-même, fort prudente jusqu'ici, et ne voulant pourtant pas indisposer le régime, met l'accent sur les préjudices « moraux » de l'émigration. Malgré ses aspects contractaires, il est pas douteux que l'émigration de travailleurs présente quand même un côté positif. L'échec du régime dans ses prétentions de maintenir les ouvriers émigrés sous son contrôle syndical en est une preuve. De retour en Espagne, ces ouvriers ne manquent pas de se moquer du système de sécurité sociale (assurances), et d'autres « succès » de la politique sociale franquiste, présentée jusqu'ici comme la plus avancée en Europe.

Nous devons rappeler que le développement de cette émigration a suivi la mise en application du plan de stabilisation, c'est-à-dire l'alignement franquiste aux exigences de la nouvelle politique économique européenne. Alors vint la fermeture de nombreuses petites industries, incapables de soutenir le rythme de la concurrence, et la réduction des heures supplémentaires, grâce auxquelles les ouvriers pouvaient arriver à se nourrir. Le chômage prit de l'extension, et les patrons, soumis jusqu'alors à certains règlements concernant les modalités de licenciement, eurent les mains libres pour faire ou défaire, suivant leur caprice, les contrats de travail. Cependant, une crainte subsistait. Le manque d'emplois en se généralisant, pouvait conduire à l'agitation sociale révolutionnaire. Pour enrayer cet éventuel danger, les technocrates proposèrent l'exportation des bras inutiles. Ce programme fut accepté de suite par le capitalisme européen qui commençait à ressentir des difficultés pour le recrutement des ouvriers. Les Italiens ne quittaient plus leurs foyers dans la même proportion que les années passées et les ouvriers algériens songeaient que l'indépendance allait leur assurer le travail qu'ils recherchaient ailleurs. Cette collaboration capitaliste, comme l'aide américaine de 1953, allait sauver Franco et renflouer une situation des plus difficiles pour les finances du régime.

Cette émigration présente un caractère tout à fait transitoire. 80 p. 100 des émigrés reviennent

chez eux vers la quatrième ou cinquième année, et durant leur exil, ils effectuent au moins deux voyages dans leur pays. Ils gardent donc le contact avec leur famille, leur village, et, en attendant leur retour définitif, ils ne se sentent pas plus déracinés à l'étranger que certains ouvriers ou paysans castillans ou andalous, installés dans les zones plus dépeuplées du Nord ou de l'Est de l'Espagne. Par contre, ces derniers, le temps aidant, finissent par être assimilés, se confondant avec les habitants des provinces favorisées, ce qui n'arrive que rarement à l'étranger.

Parlant de ces émigrés qui courent aujourd'hui l'Europe, et qui sont, pour la majeure partie d'entre eux, appelés à rentrer en Espagne, le lecteur devra se demander la raison de ce manque de contacts entre ces hommes et ceux de la première émigration politique. En fait, et nous l'avons déjà indiqué, un excès de craintes ou de soupçons chez les premiers et autant d'incompréhension que peu de patience chez les seconds ont contribué à cette rupture. Nous pourrions justifier les uns et les autres, mais, à l'heure où nous vivons, ce ne sont plus les justifications qui comptent, sinon les réalités. En parlant de celles-ci, il ne serait pas difficile de trouver un point de coïncidence. Il suffirait de comprendre que ces ouvriers n'ont pas connu l'expérience collectiviste, ne savent rien de la transformation révolutionnaire de 1936, ni ne connaissent nos doctrines. Il faut se rendre compte qu'ils sont, avec leurs défauts, l'image de l'Espagne actuelle. Le niveau culturel moyen de ces ouvriers n'est d'ailleurs pas plus bas que celui de la grande majorité des ouvriers espagnols d'avant la guerre.

Leur méfiance est la même, bien qu'ils n'aient pas grandi à la même époque. Si nous exceptons l'influence que tant d'années de propagande franquiste a pu exercer sur eux, sans d'ailleurs les gagner à sa cause, il ne reste que cette indifférence, semblable à celle de tant d'ouvriers de par le monde, sans préoccupations, sans le moindre intérêt envers tout ce qui représente l'association ou la lutte. Et que fait-on pourveiller chez ces ouvriers des préoccupations véritables et les intéresser à quelque travail positif ? Les anciens émigrés se plaignent de ne pouvoir entreprendre grand-chose loin de leur pays, cependant, ils n'ont pas attaché assez d'importance aux possibilités offertes par les émigrants. Ils négligent l'opportunité de recommencer une œuvre de véritable prosélytisme, œuvre en accord, bien entendu, avec les conditions présentes, c'est-à-dire basée sur la défense de ces ouvriers.

En vérité, l'ancienne émigration trouve plaisir à demeurer dans son isolement, comme si le monde n'avait d'autres limites que ses propres groupements et ses propres journaux. Elle a perdu l'habitude des contacts avec l'étranger. Ne nous étonnons donc pas, aujourd'hui où l'on rencontre des ouvriers espagnols à tous les coins de rues, que d'anciens émigrés passent à leurs côtés sans manifester la moindre attention, pour qu'on ne les confonde pas avec ces nouveaux arrivants, et pensant, pour apaiser leur conscience : « Les pauvres gens... ce qu'ils sont arriérés... » Pendant ce temps les services franquistes organisent des centres de récréation pour ces nouveaux émigrants, et les curés, à la Pompe et ailleurs, s'occupent des problèmes d'emploi, d'assistance, d'orientation professionnelle.

On pourrait se demander où est passé le vieux esprit de l'action directe. Nous savons pourtant qu'il est vivant chez un grand nombre de camarades, et nous espérons qu'il reprendra son élan. Le chemin du bon sens, pour atteindre le plus grand nombre de nouveaux émigrés, passe par la création des cercles ouvriers ou centres d'études. Si l'ancienne émigration libertaire ne se montre pas capable d'offrir un foyer aux émigrants, et de leur assurer, en collaboration avec les camarades français, un soutien syndical et juridique, l'extension de notre influence future dans la vie espagnole sera fortement compromise.

Classiques de l'anarchisme

LA FEMME

... Le mouvement féministe est encore confus et faible, mais il se précise, il se développe, il se fortifie. J'y discerne trois courants, trois tendances principales.

Le premier courant — qui n'a pas mes sympathies — c'est celui qui s'affirme sous la forme d'une lutte violente des sexes. Ce courant embrasse toutes celles qui ont voué à l'homme une haine vindicative. Elles ont, certes, des reproches graves à adresser à l'homme, elles affirment qu'elles en sont les victimes, et elles ont raison ; mais ce n'est point suffisant pour livrer bataille à l'homme, pour se dresser contre lui, pour déclarer que c'est dans cette lutte de sexe que se trouve la réhabilitation de la femme, son rachat et sa rédemption (...).

Le second courant, c'est le courant démocratique, le courant politique. Celui-ci non plus n'a pas mes sympathies. Nous nous trouvons ici en présence de femmes pour qui il semble que permettre aux femmes d'être électrices et éligibles, c'est résoudre le problème (...). C'est ce droit de choisir vos bouchers, vos bergers, vos maîtres, que vous voulez exercer, et vous prétendez, femmes, que vous aurez tout acquis quand vous aurez acquis cela ? Franchement, un mouvement comme le vôtre doit dépasser ces misérables mesquineries ; il doit aller plus loin et plus haut.

J'arrive au troisième courant : celui-là a, par contre, toutes mes sympathies. Je suis un ardent féministe, avec toutes les femmes qui sentent que, victimes entre les victimes, esclaves entre les esclaves, elles ont non seulement le droit, mais le devoir de ne pas subir plus longtemps les dominations qui les asservissent. Dans la famille, la mère est l'éducatrice ; elle doit avoir une autorité non pas absolue, mais prédominante sur ses enfants ; l'enfant ne doit être par personne dominé ; il doit, comme la fleur, s'épanouir librement, sous la caresse ardente du soleil (...).

... A l'atelier, la femme doit apporter en même temps que son travail, son énergie et sa dignité. Il faut qu'elle défende son indépendance ; qu'elle ne supporte pas plus que l'homme, les diminutions de salaires. Il faut qu'elle exige la mise en pratique de cette devise, qui n'est que la reconnaissance d'une chose juste : à travail égal, salaire égal.

... Femmes, apportez dans la lutte vos qualités propres, vos qualités de sensibilité, de cœur, de vaillance, d'enthousiasme. Puis, si vous comptez sur nous, hommes, pour vous aider, comptez encore et surtout sur vous-mêmes. Oui, les femmes doivent se grouper entre elles. Le fémi-

nisme doit avoir un mouvement qui lui soit propre. Il doit avoir des revendications qui lui soient particulières, une action indépendante ; mais il faut, cependant, que tout cela soit fait en accord complet avec l'homme. C'est de cette union que dépend le sort de l'humanité tout entière.

... Comprenez, femmes, que c'est le régime social actuel qui suspend sur votre tête la menace perpétuelle et horrible d'une calamité nouvelle, d'une guerre de demain. Comprenez que c'est le régime social qui vous voue à l'ignorance, vous maintient en servitude, et vous plonge dans la misère... Comprenez que c'est lui qui convertit cette terre en une vallée de larmes, alors que cette terre pourrait être le paradis.

Le jour où vous aurez compris cela, vous sentirez dans vos cœurs une haine mortelle contre la société actuelle. Alors, vous unirez vos efforts aux nôtres ; alors, cœurs unis et bras associés, tous ensemble, hommes et femmes, nous lutterons contre le vieux monde et nous briserons nos chaînes.

Sébastien FAURE.